

Cote du document:	<u>GC 31/L.5</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>9</u>
Date:	<u>19 décembre 2007</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

États financiers vérifiés du FIDA au 31 décembre 2006

Conseil des gouverneurs — Trente et unième session
Rome, 13-14 février 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Gouverneurs

Le présent document est soumis au Conseil des gouverneurs pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Gouverneurs qui auraient des questions techniques au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Carlo M. Borghini

Contrôleur

téléphone: +39 06 5459 2791

courriel: c.borghini@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Recommandation d'approbation

Le Conseil des gouverneurs est invité à adopter la décision ci-après:

"Le Conseil des gouverneurs a examiné et approuvé les états financiers indiquant la situation du FIDA au 31 décembre 2006 et les résultats de ses opérations pour l'exercice ayant pris fin à cette date, tels qu'ils figurent dans les appendices A à H du présent document, ainsi que dans le rapport du commissaire aux comptes y relatif."

États financiers vérifiés du FIDA au 31 décembre 2006

1. À sa quatre-vingt-dixième session, en avril 2007, le Conseil d'administration a examiné les états financiers vérifiés du FIDA pour 2006 (appendices A à H) ainsi que le rapport y relatif du Commissaire aux comptes, qui figurent dans le présent document. Ces états financiers, établis conformément aux recommandations du Conseil international des normes comptables (IASB), ont été examinés dans le détail par le Comité d'audit. Le Conseil d'administration les soumet à la présente session du Conseil des gouverneurs, accompagnés d'une recommandation invitant ce dernier à les approuver, conformément à l'article XII.6) du Règlement financier du FIDA.
2. Les états financiers font apparaître les principaux points suivants.
 - a) Les états financiers de 2006 présentent des données consolidées pour le FIDA et les entités qui sont directement liées aux activités de base du FIDA et font partie intégrante de ses activités opérationnelles, à savoir les fonds supplémentaires (dont le programme conjoint avec le Fonds belge de survie) ainsi que les deux fonds fiduciaires du FIDA (respectivement consacrés à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés et au plan d'assurance maladie après cessation de service).
 - b) Conformément aux normes internationales d'information financière, le FIDA a appliqué le principe de la juste valeur à son portefeuille de prêts et à certaines contributions à recevoir, dons non décaissés et produits reportés. La direction continue, aux fins opérationnelles, de présenter ces éléments de l'actif et du passif à leur valeur nominale, cette présentation étant considérée comme la plus utile pour la plupart de ceux qu'intéressent les comptes du FIDA.
 - c) Des données supplémentaires ont été fournies quand il a été jugé qu'elles pouvaient intéresser le lecteur, par exemple un état des contributions complémentaires et supplémentaires des États membres (appendices E et E1) et un bilan pour le FIDA seulement (appendice A1), exprimé en droits de tirage spéciaux (DTS), qui renseigne sur la variation de l'actif et du passif libellés en DTS ou dans les monnaies qui composent le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios.
 - d) L'actif net consolidé est en légère hausse, passant de 5,3 milliards de USD à 5,8 milliards de USD (sur la base de la juste valeur), ce qui est principalement imputable à l'effet net positif des variations du taux de change au cours de l'année, soit environ 249,9 millions de USD (2005: effet négatif de 405,2 millions de USD). Les mouvements de change concernent surtout l'encours des prêts – mais aussi le portefeuille de placements et d'autres actifs (plus ou moins liés aux pondérations du panier du DTS) – et sont dus au fait que l'USD s'est déprécié de quelque 5% par rapport au DTS selon le taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.
 - e) Le montant consolidé des liquidités et placements, y compris les sommes à recevoir et à payer au titre des placements, a légèrement augmenté, passant de 2 477,0 millions de USD au 31 décembre 2005 à 2 504,6 millions de USD au 31 décembre 2006.
 - f) L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), a augmenté, passant de 2 608,8 millions de USD au 31 décembre 2005 à 2 971,7 millions de USD au 31 décembre 2006 (sur la base de la juste valeur).

- g) Les contributions aux ressources ordinaires, déduction faite des provisions, ont augmenté, passant de 4 618,1 millions de USD au 31 décembre 2005 à 4 957,9 millions de USD au 31 décembre 2006 (sur la base de la juste valeur).
 - h) Le produit des intérêts et commissions de service perçus sur les prêts s'est chiffré à 47,1 millions de USD en 2006, contre 45,3 millions de USD en 2005. Le Fonds ne comptabilise pas les intérêts et commissions de service dus et non réglés depuis plus de 180 jours. En 2006, ces sommes ont représenté 3,0 millions de USD, montant inchangé par rapport à 2005.
 - i) Le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 66,4 millions de USD en 2006, contre 74,7 millions de USD en 2005 sur une base consolidée. Les charges directes imputées sur le produit des placements ont représenté 4,1 millions de USD en 2006 contre 3,5 millions de USD en 2005 sur une base consolidée.
 - j) En 2006, le montant des dépenses imputées aux budgets administratifs du FIDA s'est élevé à 68,2 millions de USD (2005: 63,6 millions de USD), celui du Mécanisme de financement du développement des programmes à 34,5 millions de USD (2005: 29,0 millions de USD), celui du Plan d'action à 1,3 million de USD (2005: 0 USD) et les autres sources de financement, principalement liées aux frais remboursés par le Gouvernement italien, à 13,9 millions de USD (2005: 12,7 millions de USD).
 - k) L'ajustement opéré pour présenter les comptes sur la base de la juste valeur d'un montant de 5,3 millions de USD (négatif) en 2006 (contre 71,5 millions de USD en 2005) résulte du changement requis par la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003).
 - l) En 2006, la provision pour dépréciation des prêts a enregistré une variation nette négative de 20,5 millions de USD (contre une variation négative de 35,9 millions de USD en 2005), d'où un solde de 169,2 millions de USD en valeur nominale (contre 140,6 millions de USD en 2005).
 - m) Le FIDA participe à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés depuis 1997. En 2006, un déficit comptable de 37,5 millions de USD a été enregistré (avant effets de change) (contre 72,6 millions de USD en 2005). Comme il est indiqué à l'appendice G, le coût total cumulé des allègements de dette approuvés par le Conseil d'administration s'élevait à 406,0 millions de USD en valeur nominale au 31 décembre 2006, et le montant des allègements de dette consentis à cette date se chiffrait à environ 93,1 millions de USD (principal), plus 33,5 millions de USD (intérêts).
 - n) En 2006, un déficit comptable de 5,0 millions de USD (contre 12,9 millions de USD en 2005) a été enregistré au titre du plan d'assurance maladie après cessation de service, sur la base de la dernière évaluation actuarielle, faite au 31 décembre 2006. Ce déficit est réparti entre divers postes des dépenses d'exploitation.
3. Les états financiers relatifs à l'exercice 2006 ont été examinés en détail à la quatre-vingt-seizième réunion du Comité d'audit qui s'est tenue le 30 mars 2007. Le Président du Comité a présenté officiellement son rapport à ce sujet à la quatre-vingt-dixième session du Conseil d'administration, en avril 2007, à la suite de quoi le Conseil d'administration a recommandé l'adoption de ces états financiers par le Conseil des gouverneurs.
 4. L'opinion du Commissaire aux comptes est que "les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2006, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière."

Fonds international de développement agricole

États financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 2005

- Appendice A Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)**
- Appendice A1 Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconvertis en DTS**
- Appendice B État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement)**
- Appendice B1 État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)**
- Appendice B2 État des gains et des pertes constatés (chiffres consolidés et FIDA seulement)**
- Appendice C État consolidé des flux de trésorerie**
- Appendice D État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)**
- Appendice E État des contributions**
- Appendice E1 État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires non décaissées**
- Appendice F État des prêts**
- Appendice F1 État des dons**
- Appendice G État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés**
- Appendice H Notes relatives aux états financiers consolidés**

Rapport du Commissaire aux comptes

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux de la norme internationale 4217 établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à Genève, et le DTS. Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice H) font partie intégrante des états financiers.

Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)¹
Aux 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Actif</i>	<i>Actif consolidé</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2006</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 5)	197 177	249 831	156 720	235 211
Placements (note 5)	2 364 673	2 384 770	2 258 424	2 269 975
Billets à ordre à encaisser (note 6)	337 804	307 596	313 226	286 204
Contributions à recevoir (note 6)	366 658	230 430	319 892	204 656
Moins: Provisions (note 7)	(169 360)	(169 359)	(169 360)	(169 359)
	535 102	368 667	463 758	321 501
Autres comptes débiteurs (note 8)	44 712	107 464	128 490	189 920
Encours des prêts (note 9 et appendice F)	3 210 750	2 830 282	3 210 750	2 830 282
Moins: Provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(55 608)	(51 280)	(55 608)	(51 280)
Moins: Provision cumulée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (note 10 b))	(183 404)	(170 233)	(183 404)	(170 233)
Encours net des prêts	2 971 738	2 608 769	2 971 738	2 608 769
Total actif	6 113 402	5 719 501	5 979 130	5 625 376

<i>Passif et fonds propres</i>	<i>Passif consolidé</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2006</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Comptes créditeurs et passif exigible (note 11)	168 980	319 838	169 215	325 957
Dons non décaissés	73 430	71 065	49 367	42 210
Recettes reportées (note 12)	103 320	65 981	5 223	3 140
Total passif	345 730	456 884	223 805	371 307
Fonds propres				
Contributions				
Ordinaires	4 937 561	4 597 776	4 937 561	4 597 776
Spéciales	20 348	20 348	20 348	20 348
Total contributions (appendice E)	4 957 909	4 618 124	4 957 909	4 618 124
Réserve générale	95 000	95 000	95 000	95 000
Bénéfices non distribués intégralement engagés	714 763	549 493	702 416	540 945
Total fonds propres	5 767 672	5 262 617	5 755 325	5 254 069
Total passif et fonds propres	6 113 402	5 719 501	5 979 130	5 625 376

¹ L'état consolidé inclut les transactions relatives aux entités suivantes:

- FIDA
- Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA).
- Autres fonds supplémentaires, comprenant les cofinancements, les financements pour le programme de cadres associés (CA) et les fonds supplémentaires programmatiques, le Programme conjoint – Fonds belge de survie (PC-FBS) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).
- Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).
- Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS).

Pour plus de précisions, voir la note 2 b).

Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconvertis en DTS¹

Aux 31 décembre 2006 et 2005

<i>Actif</i>	<i>En milliers de USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2006</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 5)	156 720	235 211	104 210	164 906
Placements (note 5)	2 258 424	2 269 975	1 501 739	1 591 479
Billets à ordre à encaisser (note 6)	331 291	298 614	220 292	209 358
Contributions à recevoir (note 6)	347 022	213 520	230 752	149 699
Moins: Provisions (note 7)	(169 360)	(169 359)	(112 616)	(118 738)
	508 953	342 775	338 428	240 319
Autres comptes débiteurs (note 8)	128 490	189 920	85 440	133 153
Encours des prêts (note 9 et appendice F)	4 466 220	4 003 639	2 969 813	2 806 952
Moins: Provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(169 162)	(140 634)	(112 484)	(98 598)
Moins: Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 10 b))	(279 393)	(264 527)	(185 783)	(185 460)
Encours net des prêts	4 017 665	3 598 478	2 671 546	2 522 894
Total actif	7 070 252	6 636 359	4 701 363	4 652 751

<i>Passif et fonds propres</i>	<i>En milliers de USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2006</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Comptes créditeurs et passif exigible (note 11)	169 215	325 957	112 519	228 528
Dons non décaissés	54 216	48 386	36 051	33 923
Recettes reportées (note 12)	5 223	3 140	3 473	2 202
Total passif	228 654	377 483	152 043	264 653
Fonds propres (note 13)				
Contributions				
Ordinaires	4 982 756	4 619 049	4 194 336	4 199 748
Spéciales	20 348	20 348	15 219	15 219
Total contributions (appendice E)	5 003 104	4 639 397	4 209 555	3 977 491
Réserve générale	95 000	95 000	63 170	66 605
Bénéfices non distribués intégralement engagés	1 743 494	1 524 479	276 595	344 002
Total fonds propres	6 841 598	6 258 876	4 549 320	4 388 098
Total passif et fonds propres	7 070 252	6 636 359	4 701 363	4 652 751

¹ Présenté à des fins d'information seulement, comme indiqué dans les notes 2 c) et 4 b).

État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Chiffres consolidés¹</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2006</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Recettes				
Produit des prêts (note 9)	47 081	45 321	47 081	45 321
Produit des liquidités et des placements (note 15)	66 379	74 653	61 975	71 693
Recettes provenant d'autres sources (note 16)	9 643	9 792	12 710	13 539
Contributions (note 17)	26 327	20 708	8 595	2 931
Total des recettes	149 430	150 474	130 361	133 484
Dépenses d'exploitation (note 18)				
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 18)	(63 133)	(56 223)	(59 419)	(51 861)
Dépenses administratives courantes	(28 291)	(23 091)	(25 627)	(21 819)
Consultants et autres coûts salariaux (hors personnel permanent)	(29 384)	(24 724)	(25 460)	(21 939)
Institutions coopérantes	(8 133)	(10 339)	(7 949)	(10 064)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 20)	(3 626)	(3 107)	(3 559)	(3 060)
Total partiel	(132 569)	(117 484)	(122 014)	(108 743)
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 21)	(5 281)	71 521	(4 786)	74 040
Provision pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(20 488)	(35 872)	(20 488)	(35 872)
Dépenses au titre de l'Initiative PPTE (note 10)	(37 454)	(72 592)	(37 454)	(72 592)
Dépenses au titre des dons (note 22)	(36 010)	(42 367)	(29 660)	(34 721)
Provision pour assurance maladie après cessation de service (note 19 c))	(1 908)	(9 257)	(1 908)	(9 257)
Total des dépenses d'exploitation	(233 708)	(206 051)	(216 310)	(187 145)
Total des recettes, moins dépenses d'exploitation	(84 278)	(55 577)	(85 949)	(53 661)
Solde des variations de change (appendice B2)	249 548	(404 015)	247 420	(397 675)
Virement aux bénéficiaires non distribués	165 270	(459 592)	161 471	(451 336)

Appendice B1

État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale

Pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budgets administratifs²</i>	<i>Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP)</i>	<i>Plan d'action</i>	<i>Dépenses directes³</i>	<i>Autres sources⁴</i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	(52 399)	(3 871)	(377)	(85)	(2 687)	(59 419)
Dépenses administratives courantes	(9 992)	(5 180)	(166)	(324)	(9 965)	(25 627)
Consultants et autres coûts salariaux (hors personnel permanent)	(7 721)	(15 557)	(789)	(100)	(1 293)	(25 460)
Institutions coopérantes	1 957	(9 906)				(7 949)
Frais financiers directs (banques et placements)				(3 559)		(3 559)
Total 2006	(68 155)	(34 514)	(1 332)	(4 068)	(13 945)	(122 014)
Total 2005	(63 606)	(29 004)	-	(3 463)	(12 670)	(108 743)

¹ L'état consolidé inclut les transactions relatives aux entités suivantes:

- FIDA
- PSA
- Autres fonds supplémentaires, comprenant les cofinancements, les financements pour le programme de cadres associés et les fonds supplémentaires programmatiques, le PC-FBS et le FEM
- Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTE
- Fonds fiduciaire du FIDA pour l'AMACS

Pour plus de précisions, voir la note 2 b).

² Il s'agit des budgets administratifs du FIDA et de son Bureau de l'évaluation et les chiffres comprennent les dépenses non récurrentes et les montants reportés.³ Charges directes imputées sur le produit des placements.⁴ Inclut les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, le Programme pilote relatif à la présence sur le terrain et les positions financées par les commissions de service.

État consolidé des gains et des pertes constatés

Pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Bénéfices non distribués résultant des opérations</i>	<i>Effet des variations de change</i>	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2005	69 615	939 470	1 009 085
Total des recettes moins dépenses d'exploitation, avant effet des variations de change	(55 577)	-	(55 577)
Gains nets de change sur les opérations	1 205	-	1 205
Solde net des variations de change (note 14)	-	(405 220)	(405 220)
Total des variations de change	1 205	(405 220)	(404 015)
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2005	15 243	534 250	549 493
Total des recettes moins dépenses d'exploitation, avant effet des variations de change	(84 278)	-	(84 278)
Pertes nettes de change sur les opérations	(392)	-	(392)
Solde net des variations de change (note 14)	-	249 940	249 940
Total des variations de change	(392)	249 940	249 548
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2006	(69 427)	784 190	714 763

État des gains et des pertes constatés (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Bénéfices non distribués résultant des opérations</i>	<i>Effet des variations de change</i>	<i>Total des bénéfices non distribués¹</i>
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2005	64 067	928 214	992 281
Total des recettes moins dépenses d'exploitation, avant effet des variations de change	(53 661)	-	(53 661)
Gains nets de change sur les opérations	171	-	171
Solde net des variations de change	-	(397 846)	(397 846)
Total des variations de change	171	(397 846)	(397 675)
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2005	10 577	530 368	540 945
Total des recettes moins dépenses d'exploitation, avant effet des variations de change	(85 949)	-	(85 949)
Pertes nettes de change sur les opérations	(366)	-	(366)
Solde net des variations de change	-	247 786	247 786
Total des variations de change	(366)	247 786	247 420
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2006	(75 738)	778 154	702 416

¹ Intégralement engagé. Voir la note 2 d) iii).

État consolidé des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de dollars des États-Unis)

	2006	2005
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Décaissements de prêts	(387 525)	(343 469)
Remboursements du principal des prêts	148 513	157 225
Paiements au titre de l'Initiative PPTE - principal	(25 515)	(19 459)
Montant net des cessions d'actions	-	281 671
Montant net de l'achat de titres détenus jusqu'à échéance	-	(370 175)
Flux nets de trésorerie investis dans les activités de développement	(264 527)	(294 207)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Versements de contributions pour les reconstitutions	197 599	156 226
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	197 599	156 226
Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA		
Intérêts sur prêts	44 556	45 619
Paiements au titre de l'Initiative PPTE - intérêts	(9 040)	(7 834)
Produit des placements en titres détenus jusqu'à échéance	14 446	10 158
Dividendes perçus sur les actions	-	1 074
Recettes provenant de sommes autres que les actions	(47 014)	54 955
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	30 380	71 530
Paiements divers	20 582	6 439
Paiements de dépenses d'exploitation et autres	(128 949)	(133 884)
Décaissements au titre de dons (FIDA)	(24 148)	(22 186)
Décaissements au titre de dons (non FIDA)	(11 534)	(20 473)
Flux nets de trésorerie (requis)/produits par les opérations du FIDA	(110 721)	5 398
Effet des variations de change sur les liquidités et les placements, à l'exclusion des actions et des titres détenus jusqu'à échéance	82 287	(206 964)
Diminution nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction	(95 362)	(339 547)
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	2 242 997	2 582 544
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice	2 147 635	2 242 997
DONT:		
Liquidités non soumises à restriction	197 098	249 762
Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des actions et des titres détenus jusqu'à échéance	1 950 537	1 993 235
Liquidités et équivalents en fin d'exercice	2 147 635	2 242 997
Rapprochement des recettes nettes et de la trésorerie nette requise par les opérations:		
Excédent des recettes sur les dépenses avant variations de change en valeur nette	(84 278)	(55 577)
Ajustement pour rapprocher les recettes nettes et la trésorerie nette produite par les opérations:		
- ajustement sur la base de la juste valeur	5 281	(71 521)
- diminution/(augmentation) du produit des prêts et placements	66 411	(47 715)
- diminution/(augmentation) des autres comptes débiteurs	(25 675)	28 960
- (diminution)/augmentation des autres comptes créditeurs	(123 206)	37 123
- plus-values sur les actions	-	(4 506)
- dons approuvés et non décaissés	328	(292)
- (gain)/perte de change sur opérations	(392)	1 205
- dépenses hors trésorerie liées à l'Initiative PPTE	28 414	72 592
- provision pour assurance maladie après cessation de service	1 908	9 257
- variation de la provision pour dépréciation des prêts	20 488	35 872
Flux nets de trésorerie (requis)/produits par les opérations	(110 721)	5 398

État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)¹

Pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de dollars des États-Unis)

		2006	2005
Avoirs disponibles en monnaies librement convertibles	Liquidités	156 639	235 141
	Placements	2 257 790	2 269 319
	Billets à ordre	329 892	297 215
	Autres montants à recevoir	128 490	189 920
		2 872 811	2 991 595
Moins	Montants à payer et passif exigible	169 180	325 957
	Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP), report	3 879	5 676
	Réserve générale	95 000	95 000
	Prêts entrés en vigueur non décaissés	2 090 759	1 939 333
	Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	302 504	308 958
	Dons non décaissés	54 216	48 386
		2 447 479	2 296 677
	Provision pour billets à ordre	80 898	80 898
Ressources disponibles pour engagement		2 796 435	2 804 208
		76 376	187 387
Moins	Prêts non encore signés	484 698	449 722
	Dons non encore signés	44 994	33 687
Ressources nettes disponibles avant engagements anticipés (note 2 o))		(453 316)	(296 022)
Engagements anticipés reportés au 1^{er} janvier		296 022	136 853
Engagements anticipés approuvés aux sessions du Conseil d'administration au cours de l'exercice		181 600	186 600
		477 622	323 453
Moins	Engagements anticipés couverts pendant l'exercice	(24 306)	(27 431)
Engagements anticipés reportés		453 316	296 022
Montant net des ressources disponibles pour engagement		-	-

¹ Présenté à des fins d'information seulement, comme indiqué dans la note 2 o).

État des contributions

(en milliers de USD)

États membres	Contributions ordinaires		Contributions supplémentaires et complémentaires ³								Total (hors total versements)
	Total versements*	Instruments déposés	Fonds belge de survie			Initiative PPTE		Autres contributions complémentaires			
			Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Contributions complémentaires FEM	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions		
Albanie											
Reconstitution 0-5	20	20									20
Reconstitution 6	10	10									10
Reconstitution 7	10	10									10
Total	40	40									40
Algérie											
Reconstitution 0-5	50 330	50 330									50 330
Reconstitution 6	1 000	1 000									1 000
Total	51 330	51 330									51 330
Angola											
Reconstitution 0-5	160	160									160
Reconstitution 6	100	100									100
Autre					7						7
Total	260	260			7						267
Argentine ¹											
Reconstitution 0-5	6 400	7 900									7 900
Total	6 400	7 900									7 900
Arménie											
Reconstitution 6	11	11									11
Total	11	11									11
Australie ¹											
Reconstitution 0-5	37 202	37 202									37 202
PSA phase I	389	389									389
Autre			2 721		84						2 805
Total	37 591	37 591	2 721		84						40 396
Autriche											
Reconstitution 0-5	33 141	33 141									33 141
Reconstitution 6	9 667	9 667									9 667
Reconstitution 7		11 600									11 600
Autre			755								755
Total	42 808	54 408	755								55 163
Azerbaïdjan											
Reconstitution 0-5	5	5									5
Reconstitution 6	95	95									95
Total	100	100									100
Bangladesh											
Reconstitution 0-5	3 156	3 156									3 156
Reconstitution 6	600	600									600
Reconstitution 7	600	600									600
Total	4 356	4 356									4 356

Contributions ordinaires						Contributions supplémentaires et complémentaires ³					Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
États membres	Total* versements	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE				
						Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions			
Barbade												
Reconstitution 0-5	10	10										10
Total	10	10										10
Belgique												
Reconstitution 0-5	61 348	61 348										61 348
Reconstitution 6	12 193	12 193										12 193
PSA phase I	34 975	34 975										34 975
PSA phase II	12 263	12 263										12 263
Autre			5 059	610	1 480		57 904	63 836			2 713	131 602
Total	120 779	120 779	5 059	610	1 480		57 904	63 836			2 713	252 381
Belize												
Reconstitution 0-5	205	205										205
Total	205	205										205
Bénin												
Reconstitution 0-5	100	100										100
Reconstitution 6	97	97										97
Total	197	197										197
Bhoutan												
Reconstitution 0-5	78	78										78
Reconstitution 6	27	27										27
Reconstitution 7	30	30										30
Total	135	135										135
Bolivie												
Reconstitution 0-5	900	900										900
Reconstitution 6	300	300										300
Total	1 200	1 200										1 200
Bosnie-Herzégovine												
Reconstitution 7	75	75										75
Total	75	75										75
Botswana												
Reconstitution 0-5	235	235										235
Reconstitution 6	100	100										100
Reconstitution 7	25	25										25
Total	360	360										360
Brésil ¹												
Reconstitution 0-5	36 104	36 104										36 104
Reconstitution 6	7 916	7 916										7 916
Reconstitution 7		7 916										7 916
Total	44 020	51 936										51 936
Burkina Faso												
Reconstitution 0-5	99	99										99
Reconstitution 6	60	60										60
Reconstitution 7	100	100										100
Total	259	259										259

États membres	Contributions ordinaires		Contributions supplémentaires et complémentaires ³								Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements*	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE				
						Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions			
Burundi												
Reconstitution 0-5	70	70										70
Total	70	70										70
Cambodge												
Reconstitution 0-5	210	210										210
Reconstitution 6	210	210										210
Total	420	420										420
Cameroun												
Reconstitution 0-5	555	555										555
Reconstitution 6	300	300										300
Reconstitution 7	794	794										794
Total	1 649	1 649										1 649
Canada												
Reconstitution 0-5	134 796	134 796										134 796
Reconstitution 6	35 032	35 032										35 032
Autre					1 471						1 511	2 982
Total	169 828	169 828			1 471						1 511	172 810
Cap-Vert												
Reconstitution 0-5	26	26										26
Total	26	26										26
République centrafricaine												
Reconstitution 0-5	11	11										11
Total	11	11										11
Chili												
Reconstitution 0-5	605	605										605
Reconstitution 6	95	95										95
Reconstitution 7	100	100										100
Total	800	800										800
Chine												
Reconstitution 0-5	30 339	30 339										30 339
Reconstitution 6	10 500	10 500										10 500
Reconstitution 7		16 000										16 000
Autre					30							30
Total	40 839	56 839			30							56 869
Colombie												
Reconstitution 0-5	370	370										370
Reconstitution 6	100	100										100
Reconstitution 7	170	170										170
Autre					25							25
Total	640	640			25							665
Comores ²												
Reconstitution 0-5	23	33										33
Total	23	33										33

États membres	Contributions ordinaires			Contributions supplémentaires et complémentaires ³							Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE				
						Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions			
Congo												
Reconstitution 0-5	151	151										151
Reconstitution 6	200	200										200
Total	351	351										351
Îles Cook												
Reconstitution 0-5	5	5										5
Total	5	5										5
Côte d'Ivoire												
Reconstitution 0-5	1 559	1 559										1 559
Total	1 559	1 559										1 559
Cuba												
Reconstitution 0-5	9	9										9
Total	9	9										9
Chypre												
Reconstitution 0-5	137	137										137
Reconstitution 6	25	25										25
Total	162	162										162
République populaire démocratique de Corée ²												
Reconstitution 0-5	797	797										797
Total	797	797										797
République démocratique du Congo												
Reconstitution 0-5	1 030	1 030										1 030
Reconstitution 6	150	150										150
Total	1 180	1 180										1 180
Danemark												
Reconstitution 0-5	85 472	85 472										85 472
Reconstitution 6	27 878	27 878										27 878
Reconstitution 7		10 614										10 614
PSA phase I	18 673	18 673										18 673
Autre			2 467	3 155	3 980							9 602
Total	132 023	142 637	2 467	3 155	3 980							152 239
Djibouti												
Reconstitution 0-5	6	6										6
PSA phase I	1	1										1
Total	7	7										7
Dominique												
Reconstitution 0-5	55	55										55
Total	55	55										55
République dominicaine												
Reconstitution 0-5	84	84										84
Total	84	84										84

	Contributions ordinaires			Contributions supplémentaires et complémentaires ³							Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	États membres	Total versements*	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE			
							FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires		
Équateur												
Reconstitution 0-5	791	791										791
Total	791	791										791
Égypte												
Reconstitution 0-5	11 409	11 409										11 409
Reconstitution 6	3 000	3 000										3 000
Total	14 409	14 409										14 409
El Salvador												
Reconstitution 0-5	100	100										100
Total	100	100										100
Érythrée												
Reconstitution 0-5	10	10										10
Reconstitution 6	10	10										10
Total	20	20										20
Éthiopie												
Reconstitution 0-5	161	161										161
Reconstitution 6	30	30										30
Total	191	191										191
Union européenne												
PSA phase I	17 619	17 619										17 619
Autre			814		1 846					10 512		13 172
Total	17 619	17 619	814		1 846					10 512		30 791
Fidji												
Reconstitution 0-5	194	194										194
Total	194	194										194
Finlande												
Reconstitution 0-5	25 701	25 701										25 701
Reconstitution 6	5 825	5 825										5 825
PSA Phase I	12 205	12 205										12 205
Autre			2 397	1 661	3 509					5 193		12 760
Total	43 731	43 731	2 397	1 661	3 509					5 193		56 491
France ¹												
Reconstitution 0-5	172 462	172 462										172 462
Reconstitution 6	31 648	31 648										31 648
Reconstitution 7		31 648										31 648
PSA phase I	37 690	37 690										37 690
PSA phase II	4 008	4 008										4 008
Autre			1 032	795	3 845							5 672
Total	245 808	277 456	1 032	795	3 845							283 128
Gabon ²												
Reconstitution 0-5	2 430	2 801										2 801
Reconstitution 6	187	200										200
Total	2 617	3 001										3 001

Contributions ordinaires

Contributions supplémentaires et complémentaires³

États membres	Total versements *	Instruments déposés	Contributions supplémentaires et complémentaires ³						Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
			Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions		
Gambie										
Reconstitution 0-5	30	30								30
Reconstitution 6	15	15								15
Total	45	45								45
Allemagne¹										
Reconstitution 0-5	255 873	255 873								255 873
Reconstitution 6	40 000	40 000								40 000
Reconstitution 7		40 000								40 000
PSA phase I	17 361	17 361								17 361
Autre			46	3 996	5 345				6 989	16 376
Total	313 234	353 234	46	3 996	5 345				6 989	369 610
Ghana										
Reconstitution 0-5	967	967								967
Total	967	967								967
Grèce										
Reconstitution 0-5	2 350	2 350								2 350
Reconstitution 6	600	600								600
PSA phase I	37	37								37
PSA phase II	40	40								40
Total	3 027	3 027								3 027
Grenade										
Reconstitution 0-5	50	50								50
Reconstitution 6	25	25								25
Total	75	75								75
Guatemala										
Reconstitution 0-5	693	693								693
Reconstitution 6	77	100								100
Reconstitution 7		250								250
Total	770	1 043								1 043
Guinée										
Reconstitution 0-5	190	190								190
Reconstitution 6	70	70								70
Reconstitution 7	70	70								70
PSA phase I	25	25								25
Total	355	355								355
Guinée-Bissau										
Reconstitution 0-5	30	30								30
Total	30	30								30
Guyana										
Reconstitution 0-5	480	480								480
Reconstitution 6	155	155								155
Total	635	635								635

États membres	Contributions ordinaires		Contributions supplémentaires et complémentaires ³								Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE				
						Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions			
Haïti												
Reconstitution 0-5	107	107										107
Total	107	107										107
Honduras												
Reconstitution 0-5	749	749										749
Reconstitution 6	52	52										52
Total	801	801										801
Islande												
Reconstitution 0-5	5	5										5
Contributions spéciales	10	10										10
Autre										250		250
Total	15	15								250		265
Inde												
Reconstitution 0-5	47 812	47 812										47 812
Reconstitution 6	15 000	15 000										15 000
Reconstitution 7	5 000	17 000										17 000
Total	67 812	79 812										79 812
Indonésie												
Reconstitution 0-5	36 959	36 959										36 959
Reconstitution 6	5 000	5 000										5 000
Reconstitution 7		5 000										5 000
Autre						50						50
Total	41 959	46 959				50						47 009
Iran (République islamique d') ²												
Reconstitution 0-5	43 183	128 750										128 750
Total	43 183	128 750										128 750
Iraq ²												
Reconstitution 0-5	51 099	53 099										53 099
Total	51 099	53 099										53 099
Irlande												
Reconstitution 0-5	5 007	5 007										5 007
Reconstitution 6	1 404	1 404										1 404
Reconstitution 7		7 912										7 912
PSA phase I	418	418										418
PSA phase II	289	289										289
Autre			6 307		1 030							7 337
Total	7 118	15 030	6 307		1 030							22 367
Israël												
Reconstitution 0-5	300	300										300
Total	300	300										300

États membres	Contributions ordinaires		Contributions supplémentaires et complémentaires ³						Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Fonds belge de survie		Initiative PPTE				
				Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Contributions complémentaires	Autres contributions			
				FEM						
Italie										
Reconstitution 0-5	168 361	168 361							168 361	
Reconstitution 6	17 815	17 815							17 815	
PSA phase I	33 254	33 254							33 254	
PSA phase II	6 785	6 785							6 785	
Autre			16 629	4 154	25 480		4 602		50 865	
Total	226 215	226 215	16 629	4 154	25 480		4 602		277 080	
Jamaïque										
Reconstitution 0-5	326	326							326	
Total	326	326							326	
Japon										
Reconstitution 0-5	292 531	292 531							292 531	
Reconstitution 6	31 724	31 724							31 724	
Reconstitution 7	15 256	30 513							30 513	
PSA phase I	21 474	21 474							21 474	
Autre			1 876	2 073	3 967				7 916	
Total	360 985	376 242	1 876	2 073	3 967				384 158	
Jordanie										
Reconstitution 0-5	655	655							655	
Reconstitution 6	85	85							85	
Autre							15		15	
Total	740	740					15		755	
Kenya²										
Reconstitution 0-5	3 903	4 408							4 408	
Total	3 903	4 408							4 408	
Kiribati										
Reconstitution 6	5	5							5	
Total	5	5							5	
Koweït										
Reconstitution 0-5	148 041	148 041							148 041	
Reconstitution 6	5 000	5 000							5 000	
PSA phase II	15 000	15 000							15 000	
Total	168 041	168 041							168 041	
République démocratique populaire lao										
Reconstitution 0-5	103	103							103	
Reconstitution 6	51	51							51	
Total	154	154							154	
Liban										
Reconstitution 0-5	115	115							115	
Reconstitution 7		80							80	
Total	115	195							195	

États membres	Contributions ordinaires		Contributions supplémentaires et complémentaires ³								Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements*	Instruments déposés	Fonds belge de survie				Initiative PPTE		Autres contributions complémentaires			
			Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions				
Lesotho												
Reconstitution 0-5	239	239										239
Reconstitution 6	50	50										50
Reconstitution 7	100	100										100
Total	389	389										389
Libéria												
Reconstitution 0-5	39	39										39
Total	39	39										39
Jamahiriya arabe libyenne ²												
Reconstitution 0-5	52 000	52 000										52 000
Total	52 000	52 000										52 000
Luxembourg												
Reconstitution 0-5	1 876	1 876										1 876
Reconstitution 6	630	630										630
PSA phase I	266	266										266
Autre			750		163				1 053			1 966
Total	2 772	2 772	750		163				1 053			4 738
Madagascar												
Reconstitution 0-5	188	188										188
Reconstitution 6	91	91										91
Reconstitution 7	97	97										97
Total	376	376										376
Malawi												
Reconstitution 0-5	73	73										73
Total	73	73										73
Malaisie												
Reconstitution 0-5	750	750										750
Reconstitution 6	250	250										250
Autre						28						28
Total	1 000	1 000				28						1 028
Maldives												
Reconstitution 0-5	51	51										51
Total	51	51										51
Mali												
Reconstitution 0-5	52	52										52
Reconstitution 6	11	11										11
Total	63	63										63
Malte												
Reconstitution 0-5	55	55										55
Total	55	55										55

États membres	Contributions ordinaires			Contributions supplémentaires et complémentaires ³							Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Fonds belge de survie			Initiative PPTE					
				Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions		
Mauritanie ²												
Reconstitution 0-5	50	50										50
PSA phase I		25										25
Total	50	75										75
Maurice												
Reconstitution 0-5	250	250										250
Reconstitution 6	20	20										20
Total	270	270										270
Mexique												
Reconstitution 0-5	27 131	27 131										27 131
Reconstitution 6	3 000	3 000										3 000
Reconstitution 7		3 000										3 000
Total	30 131	33 131										33 131
Maroc												
Reconstitution 0-5	5 944	5 944										5 944
Reconstitution 6	300	300										300
Autre					50							50
Total	6 244	6 244			50							6 294
Mozambique												
Reconstitution 0-5	240	240										240
Reconstitution 6	80	80										80
Total	320	320										320
Myanmar												
Reconstitution 0-5	250	250										250
Total	250	250										250
Namibie												
Reconstitution 0-5	320	320										320
Reconstitution 6	20	20										20
Reconstitution 7	20	20										20
Total	360	360										360
Népal												
Reconstitution 0-5	110	110										110
Reconstitution 6	50	50										50
Total	160	160										160
Pays-Bas												
Reconstitution 0-5	171 748	171 748										171 748
Reconstitution 6	50 639	50 639										50 639
Reconstitution 7	42 197	42 197										42 197
PSA phase I	16 174	16 174										16 174
PSA phase II	9 533	9 533										9 533
Autre			67 089	4 701	10 047				14 024			95 861
Total	290 291	290 291	67 089	4 701	10 047				14 024			386 152

États membres	Contributions ordinaires			Contributions supplémentaires et complémentaires ³							Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Fonds belge de survie			Initiative PPTE					
				Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions		
Nouvelle-Zélande												
Reconstitution 0-5	7 991	7 991										7 991
PSA phase I	252	252										252
Total	8 243	8 243										8 243
Nicaragua												
Reconstitution 0-5	89	89										89
Reconstitution 6	10	10										10
Reconstitution 7	10	20										20
Total	109	119										119
Niger												
Reconstitution 0-5	175	175										175
PSA phase I	18	18										18
Total	193	193										193
Nigéria												
Reconstitution 0-5	96 459	96 459										96 459
Reconstitution 6	224	224										224
PSA phase II	250	250										250
Autre						50						50
Total	96 933	96 933				50						96 983
Norvège												
Reconstitution 0-5	114 256	114 256										114 256
Reconstitution 6	30 494	30 494										30 494
Reconstitution 7		33 644										33 644
PSA phase I	19 759	19 759										19 759
Autre			19 120	1 387		4 908					5 912	31 327
Total	164 509	198 153	19 120	1 387		4 908					5 912	229 480
Oman												
Reconstitution 0-5	150	150										150
Reconstitution 6	50	50										50
Total	200	200										200
Pakistan												
Reconstitution 0-5	8 934	8 934										8 934
Reconstitution 6	2 000	2 000										2 000
Reconstitution 7		4 000										4 000
Autre						25						25
Total	10 934	14 934				25						14 959
Panama												
Reconstitution 0-5	133	133										133
Reconstitution 6	33	33										33
Reconstitution 7	8	8										8
Total	174	174										174
Papouasie-Nouvelle-Guinée												
Reconstitution 0-5	170	170										170
Total	170	170										170

États membres	Contributions ordinaires			Contributions supplémentaires et complémentaires ³							Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Fonds belge de survie			Initiative PPTE					
				Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions		
Paraguay												
Reconstitution 0-5	605	605										605
Autre					15							15
Total	605	605			15							620
Pérou												
Reconstitution 0-5	560	560										560
Reconstitution 6	200	200										200
Total	760	760										760
Philippines												
Reconstitution 0-5	1 778	1 778										1 778
Reconstitution 7	24	24										24
Total	1 802	1 802										1 802
Portugal												
Reconstitution 0-5	2 167	2 167										2 167
Reconstitution 6	922	922										922
Autre			142									880
Total	3 089	3 089	142									3 969
Qatar												
Reconstitution 0-5	28 980	28 980										28 980
Reconstitution 6	1 000	1 000										1 000
Reconstitution 7	4 000	10 000										10 000
Total	33 980	39 980										39 980
République de Corée												
Reconstitution 0-5	7 739	7 739										7 739
Reconstitution 6	2 500	2 500										2 500
Reconstitution 7		3 000										3 000
Autre					2 545							2 545
Total	10 239	13 239			2 545							15 784
République de Moldova												
Reconstitution 6	6	6										6
Reconstitution 7	6	6										6
Total	12	12										12
Roumanie												
Reconstitution 0-5	50	50										50
Reconstitution 6	100	100										100
Total	150	150										150
Rwanda												
Reconstitution 0-5	160	160										160
Reconstitution 6	4	4										4
Total	164	164										164
Saint-Kitts-et-Nevis												
Reconstitution 0-5	20	20										20
Total	20	20										20

États membres	Contributions ordinaires		Contributions supplémentaires et complémentaires ³								Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE		Autres contributions complémentaires	
						FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires		
Sainte-Lucie											
Reconstitution 0-5	22	22									22
Total	22	22									22
Samoa											
Reconstitution 0-5	50	50									50
Total	50	50									50
Sao Tomé-et-Principe ²											
Reconstitution 0-5		10									10
Total		10									10
Arabie saoudite											
Reconstitution 0-5	369 778	369 778									369 778
Reconstitution 6	10 000	10 000									10 000
Reconstitution 7	10 000	10 000									10 000
Total	389 778	389 778									389 778
Sénégal											
Reconstitution 0-5	203	203									203
Reconstitution 6	68	68									68
Autre										15	15
Total	271	271								15	286
Seychelles											
Reconstitution 0-5	20	20									20
Total	20	20									20
Sierra Leone											
Reconstitution 0-5	37	37									37
Total	37	37									37
Îles Salomon											
Reconstitution 0-5	10	10									10
Total	10	10									10
Somalie											
Reconstitution 0-5	10	10									10
Total	10	10									10
Afrique du Sud											
Reconstitution 0-5	500	500									500
Autre										10	10
Total	500	500								10	510
Espagne											
Reconstitution 0-5	9 643	9 643									9 643
Reconstitution 6	3 057	3 057									3 057
PSA phase I	1 000	1 000									1 000
Autre										2 639	2 639
Total	13 700	13 700								2 639	16 339

États membres	Contributions ordinaires		Contributions supplémentaires et complémentaires ³								Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements*	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE				
						FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions		
Sri Lanka												
Reconstitution 0-5	5 883	5 883										5 883
Reconstitution 6	667	667										667
Total	6 550	6 550										6 550
Soudan												
Reconstitution 0-5	688	688										688
Reconstitution 6	201	201										201
Total	889	889										889
Suriname												
Autre			2 019									2 019
Total			2 019									2 019
Swaziland												
Reconstitution 0-5	178	178										178
Reconstitution 6	60	60										60
Total	238	238										238
Suède												
Reconstitution 0-5	125 100	125 100										125 100
Reconstitution 6	39 444	39 444										39 444
Reconstitution 7	36 738	36 738										36 738
PSA phase I	19 055	19 055										19 055
PSA phase II	4 196	4 196										4 196
Autre			9 379	2 282	2 059						17 000	30 720
Total	224 533	224 533	9 379	2 282	2 059						17 000	255 253
Suisse ¹												
Reconstitution 0-5	77 364	77 364										77 364
Reconstitution 6	17 208	17 208										17 208
PSA phase I	17 049	17 049										17 049
Autre			8 388	343	8 005						3 276	20 012
Total	111 621	111 621	8 388	343	8 005						3 276	131 633
République arabe syrienne												
Reconstitution 0-5	667	667										667
Reconstitution 6	300	300										300
Reconstitution 7	350	350										350
Total	1 317	1 317										1 317
Thaïlande												
Reconstitution 0-5	600	600										600
Reconstitution 6	150	150										150
Total	750	750										750
Togo												
Reconstitution 0-5	35	35										35
Total	35	35										35
Tonga												
Reconstitution 0-5	55	55										55
Total	55	55										55

États membres	Contributions ordinaires		Contributions supplémentaires et complémentaires ³								Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE		Autres contributions complémentaires	
						FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires		
Tunisie											
Reconstitution 0-5	1 978	1 978									1 978
Reconstitution 6	600	600									600
Reconstitution 7		600									600
Total	2 578	3 178									3 178
Turquie											
Reconstitution 0-5	15 036	15 036									15 036
Reconstitution 6	300	300									300
Reconstitution 7	100	900									900
Autre						47					47
Total	15 436	16 236				47					16 283
Ouganda											
Reconstitution 0-5	200	200									200
Reconstitution 6	45	45									45
Total	245	245									245
Émirats arabes unis											
Reconstitution 0-5	50 180	50 180									50 180
Reconstitution 6	1 000	1 000									1 000
Total	51 180	51 180									51 180
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ¹											
Reconstitution 0-5	120 849	140 090									140 090
Reconstitution 6	10 106	38 099									38 099
PSA phase I	11 150	11 150									11 150
Autre										8 154	27 078
Total	142 105	189 339								8 154	216 417
République-Unie de Tanzanie											
Reconstitution 0-5	214	214									214
Reconstitution 6	50	50									50
Total	264	264									264
États-Unis d'Amérique											
Reconstitution 0-5	602 674	602 674									602 674
Reconstitution 6	44 541	45 000									45 000
PSA phase I	10 000	10 000									10 000
PSA phase II	10 000	10 000									10 000
Autre											407
Total	667 215	667 674									668 081
Uruguay											
Reconstitution 0-5	225	225									225
Total	225	225									225

États membres	Contributions ordinaires			Contributions supplémentaires et complémentaires ³							Autres contributions complémentaires	Total (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Fonds belge de survie			Initiative PPTE					
				Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions		
Venezuela (République bolivarienne du)												
Reconstitution 0-5	169 089	169 089										169 089
Reconstitution 6	5 600	5 600										5 600
Total	174 689	174 689										174 689
Viet Nam												
Reconstitution 0-5	603	603										603
Reconstitution 6	500	500										500
Total	1 103	1 103										1 103
Yémen												
Reconstitution 0-5	1 400	1 400										1 400
Reconstitution 6	384	384										384
Total	1 784	1 784										1 784
Yougoslavie												
Reconstitution 0-5	108	108										108
Total	108	108										108
Zambie												
Reconstitution 0-5	307	307										307
Total	307	307										307
Zimbabwe												
Reconstitution 0-5	2 103	2 103										2 103
Total	2 103	2 103										2 103
Total États membres	4 805 105	5 152 126	162 596	28 024	84 366	-	57 904	63 836	19 679	51 845	9 665	5 630 041
États non membres et autres sources												
Banque africaine de développement			2 800									2 800
Banque arabe			899									899
Fonds arabe pour le développement économique et social			2 998									2 998
Programme des pays arabes du Golfe pour les organisations de développement des Nations Unies			299									299

États non membres et autres sources	Contributions ordinaires			Contributions supplémentaires et complémentaires ³							Autres contributions complémentaires	TOTAL (hors total versements)
	Total versements *	Instruments déposés	Cofinancement	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds belge de survie		Initiative PPTE				
						FEM	Contributions complémentaires	Autres contributions	Contributions complémentaires	Autres contributions		
Congressional Hunger Center					201							201
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture			14									14
Liechtenstein					5							5
Fédération nationale des coopératives agricoles			35									35
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés			1 976									1 976
Fonds de l'OPEP pour le développement International												
Contributions spéciales	20 000	20 000										20 000
Autre			50									50
Autre	338	338			712							1 050
Excédent commissions de service			50									50
Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires			1 000									1 000
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux			81									81
Banque mondiale			802		755	20 346						21 903
Total États non membres et autres sources	20 338	20 338	11 004	-	1 673	20 346	-	-	-	-	-	53 361
TOTAL 2006	4 825 443	5 172 464	173 600	28 024	86 039	20 346	57 904	63 836	19 679	51 845	9 665	5 683 402
TOTAL 2005	4 595 237	4 808 756	165 803	25 973	80 023	2 716	56 002	63 836	18 084	44 845	7 741	5 273 779

Note: FEM: Fonds pour l'environnement mondial

OPEP: Organisation des pays exportateurs de pétrole

PSA: Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

* Les paiements incluent espèces et billets à ordre. Les montants étant exprimés en milliers de USD, les versements effectués par l'Afghanistan (93 USD) et les Tadjikistan (200 USD) ne figurent donc pas dans l'appendice E.

¹ Voir appendice H, note 6 b).

² Voir appendice H, note 7 a) et b).

³ Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

Récapitulation des contributions	<i>En milliers de USD</i>	
	2006	2005
Contributions initiales	1 017 313	1 017 312
Première reconstitution	1 016 372	1 016 372
Deuxième reconstitution	566 560	566 560
Troisième reconstitution	553 495	553 495
Quatrième reconstitution	361 394	361 394
Cinquième reconstitution	440 641	434 322
Sixième reconstitution	519 898	487 251
Septième reconstitution	325 211	470
Total FIDA	4 800 884	4 437 176
PSA phase I	288 868	288 868
PSA phase II	62 364	62 364
Total PSA	351 232	351 232
Contributions spéciales ¹	20 348	20 348
Total des contributions aux reconstitutions	5 172 464	4 808 756
États des contributions complémentaires		
Fonds belge de survie	57 904	56 002
Initiative PPTE	19 679	18 084
Autres contributions complémentaires	9 665	7 741
Total contributions complémentaires	87 248	81 827
Contributions à l'Initiative PPTE ne rentrant pas dans le cadre des ressources de reconstitution	51 845	44 845
Contributions du Fonds belge de survie ne rentrant pas dans le cadre des ressources de reconstitution	63 836	63 836
État des contributions supplémentaires²		
Fonds de cofinancement	173 600	165 803
Fonds pour le programme de cadres associés	28 024	25 973
Autres fonds supplémentaires	86 039	80 023
Fonds pour l'environnement mondial	20 346	2 716
Total contributions supplémentaires	423 690	383 196
Total contributions	5 683 402	5 273 779
Total des contributions réparti comme suit:		
Total des contributions aux reconstitutions (comme indiqué plus haut)	5 172 464	4 808 756
Moins provisions	(169 360)	(169 359)
Total net des contributions aux reconstitutions	5 003 104	4 639 397
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(45 195)	(21 273)
Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur	4 957 909	4 618 124

¹ Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission.

² Y compris les intérêts acquis en vertu de chaque accord.

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires non décaissées

Montants en milliers de USD, sauf indication contraire

État des variations de contributions	Fonds de cofinancement	Fonds CA	Autres fonds supplémentaires	FEM	Total
Fonds non décaissés au 1^{er} janvier 2006	9 144	1 403	30 484	2 052	43 083
Contributions reçues des donateurs	1 580	2 051	6 389	17 630	27 650
Contributions restituées aux donateurs	-	-	(6)	(141)	(147)
Intérêts	77	13	749	333	1 172
Frais	(2 947)	(1 745)	(6 569)	(1 825)	(13 086)
Fonds non décaissés au 31 décembre 2006	7 854	1 722	31 047	18 049	58 672
Fonds de cofinancement	Solde non décaissé au 31 décembre				
	2006		2005		
<i>Donateur</i>					
États membres					
Irlande	2 115		2 609		
Italie	2 267		2 921		
Japon	304		380		
Pays-Bas	154		1		
Norvège	791		469		
Suriname	2		2		
Suède	260		343		
Suisse	321		832		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	619		619		
Autres sources					
Banque arabe	976		899		
Fonds arabe pour le développement économique et social	1		1		
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	4		28		
Banque mondiale	40		40		
Total	7 854		9 144		
Fonds pour le programme de cadres associés	Solde non décaissé au 31 décembre		Nombre cumulé de CA		
	2006	2005	2006	2005	
Belgique	89	105	4	4	
Danemark	210	115	20	19	
Finlande	208	293	10	10	
France	122		4	3	
Allemagne	254	160	27	26	
Italie	371	373	20	19	
Japon	47	(29)	11	11	
Pays-Bas	73	100	29	29	
Norvège	83	206	9	8	
République de Corée	57	(40)	8	8	
Suède	208	120	13	12	
Suisse			3	3	
États-Unis d'Amérique			3	3	
Total	1 722	1 403	161	155	

Au total, 20 cadres associés (CA) ont travaillé au FIDA en 2006 (24 en 2005). Les postes étaient financés par la Belgique (1), le Danemark (2), la Finlande (2), la France (1), l'Allemagne (3), l'Italie (4), le Japon (2), la République de Corée (1), les Pays-Bas (1), la Norvège (1) et la Suède (2).

Autres fonds supplémentaires <i>Donateur</i>	Solde non décaissé au 31 décembre	
	2006	2005
Belgique	19	20
Canada	899	1 015
Congressional Hunger Center	4	18
Danemark	223	223
Union Européenne	1 703	
Finlande	722	697
France	429	619
Allemagne	1 184	2 144
Irlande	445	293
Italie	11 594	13 870
Japon	339	524
Luxembourg	42	71
Malaisie	13	13
Pays-Bas	282	314
Norvège	811	1 216
Portugal	219	271
Espagne	2 631	
Suède	560	993
Suisse	2 706	2 728
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5 786	5 410
Banque mondiale	409	19
Autre	27	26
Total	31 047	30 484

Fonds pour l'environnement mondial

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Contributions reçues au 31 décembre</i>	<i>Non décaissé au 1^{er} janvier 2006</i>	<i>Fonds reçus des donateurs</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Non décaissé au 31 décembre 2006</i>
Région Asie	340	136	-	(102)	34
Brésil ¹	5 988	245	5 943	(9)	5 942
Chine	350	-	350	(251)	99
Éthiopie	350	350	-	(217)	133
Appui mondial à la mise en œuvre de la CCD	637	-	637	(612)	25
Jordanie	350	350	-	(185)	165
Kenya ²	4 700	-	4 700	-	4 700
Mali ¹	6 326	11	6 000	-	6 011
Maroc	350	350	-	(112)	238
Sri Lanka	350	197	-	(112)	85
Tunisie	350	350	-	(243)	107
Montant non alloué ³	255	-	-	-	255
Total	20 346	1 989	17 630	(1 825)	17 794
Intérêts joints aux fonds	396	63	192	-	255
Total	20 742	2 052	17 822	(1 825)	18 049

Note: CCD: Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

¹ Brésil (5 843 000 USD) et Mali (6 000 000 USD) – Dons approuvés mais non entrés en vigueur.

² Kenya - Don en cours de négociation.

³ Montant non alloué – Réduction du projet Brésil – disponible pour de futurs projets.

État des prêts¹

Aux 31 décembre 2006 et 2005

1. FIDA: Encours des prêts

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts</i>		<i>Prêts entrés en vigueur</i>			
	<i>approuvés moins annulations</i>	<i>Prêts non entrés en vigueur</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Prêts (en milliers de USD)¹						
Bangladesh	30 000	-	-	30 000	13 500	16 500
Cap-Vert	2 003	-	-	2 003	901	1 102
Haïti	3 500	-	-	3 500	1 619	1 881
Népal	11 538	-	-	11 538	5 203	6 336
Sri Lanka	12 000	-	-	12 000	5 700	6 300
République-Unie de Tanzanie	9 488	-	-	9 488	4 414	5 074
Total partiel¹	68 530	-	-	68 530	31 337	37 193
Ajustement de change sur les prêts en dollars des États-Unis	3 417			3 417	3 153	264
Total partiel - prêts en USD¹	71 947			71 947	34 490	37 457
Prêts (en milliers de DTS)¹						
Albanie	29 227	5 500	270	23 457	1 009	22 448
Algérie	12 919		70	12 849	11 423	1 426
Angola	12 000		945	11 055	223	10 832
Argentine	58 800	26 450	12 019	20 331	15 518	4 813
Arménie	37 749		4 642	33 107	270	32 837
Azerbaïdjan	21 809		9 121	12 689		12 689
Bangladesh ²	244 572		52 548	192 024	36 017	156 007
Belize	1 750		733	1 017	471	546
Bénin	72 753	6 950	8 440	57 363	9 894	47 469
Bhoutan	27 284		8 566	18 718	2 958	15 760
Bolivie	53 309	4 800	8 160	40 349	11 690	28 659
Bosnie-Herzégovine	32 757	8 800	2 800	21 157	73	21 085
Brésil	80 450	15 450	30 407	34 593	19 815	14 778
Burkina Faso	69 121	9 350	18 872	40 899	5 060	35 840
Burundi ²	41 689		13 862	27 828	6 881	20 946
Cambodge	28 149		8 417	19 731	52	19 680
Cameroun	38 879		20 229	18 650	3 468	15 181
Cap-Vert	10 890		3 724	7 166	886	6 279
République centrafricaine	23 044			23 044	1 758	21 286
Chine	351 232	16 700	67 860	266 672	42 392	224 280
Colombie	24 450	13 450	957	10 043	5 500	4 543
Comores	4 182			4 182	683	3 499
Congo	13 950		12 479	1 471		1 471
Costa Rica	5 722			5 722	4 249	1 473
Côte d'Ivoire	25 276		14 906	10 371	1 146	9 225
Cuba	10 581			10 581	2 273	8 308
Corée, R.P.D. de	50 496		1 695	48 801	3 832	44 969
Congo, République démocratique du	39 693	10 950	9 663	19 079	1 635	17 444
Djibouti	4 462		2 520	1 942	579	1 363
Dominique	2 946		44	2 902	1 120	1 782
République dominicaine	18 458		779	17 680	8 547	9 133
Équateur	32 226	9 900		22 326	11 148	11 177
Égypte	134 705	10 050	25 368	99 287	27 875	71 412
El Salvador	63 764	9 950	11 740	42 075	15 388	26 686
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 758		753	11 005	94	10 911
Guinée équatoriale	5 794			5 794	888	4 905
Érythrée	24 950	8 300	4 868	11 782	570	11 212
Éthiopie	131 357		37 238	94 119	14 220	79 899
Gabon	4 793			4 793	4 551	241
Gambie	29 377	4 150	4 909	20 318	3 255	17 063
Géorgie	16 468		9 498	6 970		6 970
Ghana	91 023		30 057	60 966	7 378	53 588
Grenade	3 250		2 500	750	108	641
Guatemala	64 926	11 350	30 295	23 281	11 728	11 553
Guinée-Bissau	5 117			5 117	732	4 385
Guinée	74 549		27 184	47 365	5 421	41 943
Guyana	12 144		1 974	10 170	4 844	5 326
Haïti	60 852	8 800	22 281	29 771	7 415	22 355
Honduras	66 281		12 833	53 448	6 859	46 589
Inde	406 778	68 500	69 936	268 342	68 498	199 844
Indonésie ²	109 678	14 300	12 282	83 097	34 050	49 047

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts</i>					
	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Prêts non entrés en vigueur</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Prêts (en milliers de DTS)¹						
Jamaïque	2 253			2 253	2 182	71
Jordanie	32 255		11 093	21 162	8 454	12 708
Kenya	62 161		35 084	27 077	4 880	22 197
Kirghizistan	7 469		643	6 827	78	6 748
République démocratique populaire lao	49 573	2 000	12 940	34 632	3 757	30 875
Liban	14 533			14 533	8 795	5 738
Lesotho	21 340		5 533	15 807	2 768	13 038
Libéria	10 180			10 180		10 180
Madagascar ²	77 017		20 050	56 967	8 585	48 382
Malawi ²	64 891		13 737	51 154	11 149	40 005
Maldives	8 544		2 580	5 963	1 104	4 859
Mali	78 365	7 700	14 275	56 390	8 902	47 487
Mauritanie	41 467		19 166	22 301	4 535	17 766
Maurice	8 200		2 966	5 234	1 093	4 141
Mexique	53 300		36 536	16 764	8 064	8 700
Mongolie	13 705		5 974	7 731	42	7 689
Maroc	64 609	11 250	19 184	34 175	18 654	15 520
Mozambique ²	95 150	13 850	20 017	61 282	7 717	53 565
Namibie	4 200			4 200	1 960	2 240
Népal	72 562		20 670	51 892	13 274	38 618
Nicaragua	36 282		16 694	19 588	887	18 702
Niger	47 301	10 350	13 470	23 481	3 636	19 845
Nigéria	91 111	18 500	38 020	34 591	7 592	26 998
Pakistan ²	238 342		63 499	174 843	70 150	104 693
Panama	38 755		21 774	16 981	11 178	5 802
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5 688			5 688	4 146	1 542
Paraguay	19 808	7 850		11 958	9 202	2 756
Pérou	45 900		12 546	33 353	14 421	18 933
Philippines	61 536		22 283	39 253	9 693	29 560
Moldova, République de	25 200		17 057	8 143		8 143
Roumanie	12 400		877	11 523	2 480	9 043
Rwanda ²	84 816		28 235	56 580	7 612	48 968
Sainte-Lucie	1 242			1 242	553	689
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1 484			1 484	970	514
Samoa	1 908			1 908	435	1 473
Sao Tomé-et-Principe	13 761		6 447	7 314	1 112	6 202
Sénégal	62 903	4 100	15 577	43 226	3 164	40 062
Seychelles	824			824	743	81
Sierra Leone	26 500		5 849	20 651	4 632	16 019
Îles Salomon	2 519			2 519	301	2 218
Somalie	17 710			17 710	411	17 299
Sri Lanka	112 505	27 850	26 635	58 019	12 534	45 486
Soudan ²	129 500	16 800	32 664	80 035	18 058	61 977
Swaziland	16 353		8 343	8 010	2 890	5 120
République arabe syrienne	56 545		30 433	26 112	19 208	6 903
Tchad	26 150		22 677	3 473		3 473
Togo	17 565			17 565	1 521	16 044
Tonga	4 837			4 837	887	3 950
Tunisie	43 949	10 900	12 793	20 256	8 524	11 732
Turquie	47 993	16 300	13 804	17 889	14 465	3 424
Ouganda ²	122 870	18 550	35 427	68 893	13 084	55 809
Tanzanie, République-Unie de	126 408	44 250	10 568	71 590	4 254	67 336
Uruguay	18 880		6 596	12 284	7 924	4 361
Venezuela (République bolivarienne du)	28 400		22 759	5 641	4 752	889
Viet Nam	94 050	17 550	22 138	54 362	1 335	53 027
Yémen ²	127 186	15 700	14 736	96 750	23 016	73 734
Zambie	79 004	16 250	4 351	58 402	8 328	50 075
Zimbabwe	32 176			32 176	15 605	16 571
Total	5 500 523	523 450	1 385 148	3 591 925	850 146	2 741 779
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie (FGC) ³	5 800	-	4 060	1 740	-	1 740
Équivalent en USD	8 280 807	787 202	2 089 191	5 404 414	1 183 673	4 220 741
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(94 838)	-	-	(94 838)	-	(94 838)
Total partiel en USD des prêts en DTS au 31 décembre 2006	8 185 969	787 202	2 089 191	5 309 576	1 183 673	4 125 903
Total en valeur nominale des prêts en USD au 31 décembre 2006	8 257 916	787 202	2 089 191	5 381 523	1 218 163	4 163 360

	Prêts					
	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Prêts non entrés en vigueur</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 141 766)
Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2006						3 021 594
Total en USD en valeur nominale 31 décembre 2005	7 544 030	758 679	1 936 173	4 849 178	1 134 643	3 714 535
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 061 863)
Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2005						2 652 672

2. FIDA: État des prêts approuvés en valeur nominale¹

Aux 31 décembre 2006 et 2005

Prêts approuvés en milliers de DTS					Valeur en milliers de USD					
		Au 1 ^{er} janvier 2006	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Au 31 décembre 2006	Au 1 ^{er} janvier 2006	Prêts intégrale- ment rembour- sés	Prêts annulés	Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2006
1978	USD	68 530			68 530	68 530				68 530
1979	DTS	201 486			201 486	287 386			15 624	303 010
1980	DTS	187 228			187 228	267 049			14 518	281 567
1981	DTS	188 716			188 716	269 171			14 633	283 805
1982	DTS	103 110			103 110	147 069			7 995	155 064
1983	DTS	143 589			143 589	204 805			11 134	215 940
1984	DTS	131 907			131 907	188 143			10 228	198 371
1985	DTS	72 039		(11 707)	60 332	102 751	(17 606)		5 586	90 732
1986	DTS	59 259		(16 146)	43 113	84 523	(24 282)		4 595	64 836
1987	DTS	87 891			87 891	125 362			6 815	132 177
1988	DTS	80 306			80 306	114 543			6 227	120 770
1989	DTS	108 137			108 137	154 239			8 385	162 624
1990	DTS	106 578			106 578	152 015			8 264	160 280
1991	DTS	137 984		(10 180)	127 804	196 811	(15 309)		10 700	192 202
1992	DTS	151 007			151 007	215 386			11 709	227 095
1993	DTS	169 010	(44)		168 966	241 064	(66)		13 105	254 103
1994	DTS	183 312	(552)		182 760	261 463	(830)		14 214	274 848
1995	DTS	232 479	(49)		232 430	331 592	(74)		18 027	349 545
1996	DTS	245 887	(1 430)		244 457	350 716	(2 151)		19 067	367 632
1997	DTS	279 209	(939)	(3 042)	275 228	398 244	(1 412)	(4 575)	21 651	413 908
1998	DTS	284 658	(459)		284 199	406 016	(690)		22 073	427 399
1999	DTS	315 700			315 700	450 292			24 480	474 772
2000	DTS	312 250			312 250	445 372			24 213	469 584
2001	DTS	306 600	(8 933)		297 667	437 313	(13 434)		23 775	447 653
2002	DTS	271 800	(25 700)		246 100	387 677	(38 650)		21 076	370 103
2003	DTS	285 850	(11 448)		274 402	407 716	(17 216)		22 166	412 666
2004	DTS	292 000	(16 250)		275 750	416 488	(24 438)		22 642	414 692
2005	DTS	324 810			324 810	463 286			25 187	488 473
2006	DTS				350 400					526 957
Total	DTS	5 262 802	(65 804)	(41 075)	5 506 323	7 575 022	(98 961)	(61 772)	408 091	8 349 338
Total	USD	68 530			68 530					
Ajustement de change sur les prêts décaissés						(30 992)				(91 422)
Total						7 544 030				8 257 916

3. FIDA: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle

Aux 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de USD)

Durée résiduelle	2006	2005
moins de 1 an	226 755	200 641
1-2 ans	161 223	147 093
2-3 ans	168 461	150 780
3-4 ans	175 555	153 793
4-5 ans	173 065	155 705
5-10 ans	878 641	790 416
10-15 ans	738 343	656 244
16-20 ans	655 263	561 984
21-25 ans	556 175	483 106
Plus de 25 ans	429 880	414 773
Total	4 163 360	3 714 535

¹ Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts ont été libellés en DTS et, aux fins de présentation dans le bilan, le montant cumulé des prêts libellés en DTS a été calculé sur la base du taux de conversion DTS/USD de 1/1,50387 au 31 décembre 2006. Étant donné que les prêts ont été chiffrés au 31 décembre 2005 au taux alors en vigueur de 1/1,42633, leur valeur en dollars des États-Unis a augmenté de 408 091 000 USD du fait de l'évolution des taux de change entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006 (entre 2004 et 2005, la valeur des prêts en dollars des États-Unis avait diminué de 621 746 000).

² Les remboursements incluent la participation des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui a conduit au remboursement anticipé d'une partie des prêts et à une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

³ Voir l'appendice H, note 2 e) ii).

4. FIDA: Structure des échéances de l'encours des prêts, en valeur nominale, par monnaie

Aux 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de USD)

<i>Monnaie de remboursement</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
USD	3 550 598	3 160 799
Euro	499 807	442 440
GBP	112 955	111 296
Total	4 163 360	3 714 535

5. FIDA: Structure des échéances de l'encours des prêts, en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de USD)

	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Conditions particulièrement favorables	3 759 912	3 322 717
Conditions intermédiaires	292 332	300 038
Conditions ordinaires	111 116	91 780
Total	4 163 360	3 714 535

6. Programme spécial pour l'Afrique (PSA): État des prêts en valeur nominale

Aux 31 décembre 2006 et 2005

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursement:</i>	<i>Encours des prêts</i>
Prêts (en milliers de DTS)					
Angola	2 767	103	2 665	158	2 506
Burkina Faso	10 546		10 546	1 621	8 925
Burundi	4 494		4 494	357	4 137
Tchad	9 617		9 617	1 074	8 543
Cap-Vert	2 183		2 183	369	1 813
Comores	2 289		2 289	33	2 256
Djibouti	114		114	14	100
Éthiopie	6 816		6 816	1 519	5 298
Gambie	2 638		2 638	440	2 199
Ghana	22 321		22 321	3 486	18 835
Guinée-Bissau	2 126		2 126	80	2 047
Guinée	10 762		10 762	2 152	8 609
Kenya	12 387	995	11 392	1 628	9 764
Lesotho	7 481		7 481	1 220	6 261
Madagascar	1 098		1 098	55	1 043
Malawi	5 777		5 777	434	5 343
Mali	10 193		10 193	2 297	7 897
Mauritanie	19 020		19 020	3 184	15 836
Mozambique	8 291		8 291	1 969	6 322
Niger	11 119		11 119	2 397	8 722
Sénégal	23 234		23 234	3 519	19 715
Sierra Leone	1 505		1 505	38	1 468
Soudan	26 012	(55)	26 067	4 272	21 796
Ouganda	8 124		8 124	1 828	6 296
Tanzanie, République-Unie de	6 789		6 789	1 188	5 601
Zambie	8 607		8 607	1 932	6 675
Total	226 313	1 043	225 270	37 263	188 007
Équivalent en USD¹	340 346	1 568	338 778	52 078	286 700
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(3 962)		(3 962)		(3 962)
Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2006	336 384	1 568	334 816	52 078	282 738
Ajustement sur la base de la juste valeur					(113 704)
Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2006					169 034
Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2005	321 504	3 160	318 344	43 855	274 489
Ajustement sur la base de la juste valeur					(111 495)
Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2005					162 994

7. PSA: État des prêts approuvés en valeur nominale¹

Aux 31 décembre 2006 et 2005

<i>Prêts approuvés en milliers de DTS</i>				<i>Valeur en milliers de USD</i>			
		<i>Au</i>	<i>Prêts</i>	<i>Au</i>	<i>Prêts</i>	<i>Variation des</i>	<i>Au</i>
		<i>1^{er} janvier 2006</i>	<i>annulés</i>	<i>31 décembre 2006</i>	<i>1^{er} janvier 2006</i>	<i>taux de change</i>	<i>31 décembre 2006</i>
						<i>DTS/USD</i>	
1986	DTS	24 902		24 902	35 518	1 931	37 449
1987	DTS	41 292		41 292	58 896	3 202	62 098
1988	DTS	34 770		34 770	49 593	2 696	52 289
1989	DTS	25 756		25 756	36 737	1 997	38 734
1990	DTS	17 370		17 370	24 775	1 347	26 122
1991	DTS	18 246		18 246	26 025	1 415	27 440
1992	DTS	6 952		6 952	9 916	539	10 455
1993	DTS	34 570		34 570	49 308	2 681	51 989
1994	DTS	16 320		16 320	23 278	1 265	24 543
1995	DTS	6 135		6 135	8 751	476	9 227
Total	DTS	226 313	-	226 313	322 797	17 549	340 346

¹ Les prêts ont été libellés en DTS et, aux fins de présentation dans le bilan, leur montant cumulé a été calculé au taux de conversion DTS/USD au 31 décembre 2006, soit 1/1,50387. Étant donné que les prêts ont été chiffrés au 31 décembre 2005 au taux alors en vigueur de 1/1,42633, leur valeur en dollars des États-Unis a augmenté de 17 549 000 USD, du fait de l'évolution des taux de change entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006 (entre 2004 et 2005, la valeur des prêts en dollars des États-Unis avait diminué de 38 228 000 USD).

8. PSA: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle

Aux 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de USD)

<i>Durée résiduelle</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Moins d'1 an	10 287	9 476
1-2 ans	8 861	8 404
2-3 ans	8 861	8 404
3-4 ans	8 861	8 404
4-5 ans	8 861	8 404
5-10 ans	44 306	42 022
10-15 ans	44 306	42 022
16-20 ans	43 614	41 546
21-25 ans	43 357	41 121
Plus de 25 ans	61 422	64 686
Total	282 738	274 489

9. PSA: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, par monnaie

Aux 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de USD)

<i>Monnaie de remboursement</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
USD	170 698	156 712
Euro	112 040	117 777
Total	282 738	274 489

10. PSA: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2006 et 2005 (en milliers de USD)

	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Conditions particulièrement favorables	282 738	274 489
Conditions intermédiaires	-	-
Conditions ordinaires	-	-
Total	282 738	274 489

État des dons – FIDA seulement

Pour les exercices clos le 31 décembre (en milliers de USD)

	<i>Dons non décaissés au 1^{er} janvier</i>	<i>Dons entrés en vigueur</i>	<i>Variations en 2006</i>			<i>Dons non décaissés au 31 décembre</i>
			<i>Décaissements</i>	<i>Annulations</i>	<i>Taux de change</i>	
Programme de coopération élargie/organisations non gouvernementales	782	-	(294)	(108)	-	380
Composantes	3 821	4 686	(809)	-	313	8 011
Recherche	43 783	25 742	(23 046)	(659)	5	45 825
Total 2006	48 386	30 428	(24 149)	(767)	318	54 216
Ajustement sur la base de la juste valeur						(4 849)
Total 2006 en juste valeur						49 367
Total 2005	36 048	35 568	(22 186)	(787)	(257)	48 386
Ajustement sur la base de la juste valeur						(6 176)
Total 2005 en juste valeur						42 210

Récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Le tableau ci-dessous présente le montant cumulatif, au 31 décembre 2006, des allègements de dette déjà consentis et des allègements estimatifs futurs au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés initiale et renforcée (en milliers de DTS):

	<i>Allègements consentis au 31 décembre 2006</i>		<i>Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration</i>		<i>Total</i>		<i>Total</i>
	<i>Principal</i>	<i>Intérêts</i>	<i>Principal¹</i>	<i>Intérêts</i>	<i>Principal</i>	<i>Intérêts</i>	
Bénin	3 066	1 166	1 494	486	4 560	1 652	6 212
Bolivie	5 900	1 890			5 900	1 890	7 790
Burundi			16 073	2 705	16 073	2 705	18 778
Burkina Faso	3 447	1 598	3 524	1 095	6 971	2 693	9 664
Cameroun	107	45	2 910	656	3 017	701	3 718
Tchad			1 600	432	1 600	432	2 032
Congo				92		92	92
Congo, République démocratique du	1 504	245	5 894	2 164	7 398	2 409	9 807
Éthiopie	3 128	1 314	17 842	4 468	20 970	5 782	26 752
Gambie			2 340	641	2 340	641	2 981
Ghana	3 033	1 489	12 516	3 494	15 549	4 983	20 532
Guinée			6 628	1 749	6 628	1 749	8 377
Guinée-Bissau			3 417	966	3 417	966	4 383
Guyana	1 498	279	39	9	1 537	288	1 825
Honduras	696	506	390	252	1 086	758	1 844
Madagascar	1 556	573	6 260	1 518	7 816	2 091	9 907
Malawi			20 087	4 305	20 087	4 305	24 392
Mali	5 428	2 173	796	248	6 224	2 421	8 645
Mauritanie	3 352	1 229	5 145	1 357	8 497	2 586	11 083
Mozambique	5 699	2 317	6 200	1 450	11 899	3 767	15 666
Nicaragua	6 887	394	670	209	7 557	603	8 160
Niger	1 523	623	9 501	2 155	11 024	2 778	13 802
Rwanda	1 106	362	16 915	4 429	18 021	4 791	22 812
Sao Tomé-et-Principe			4 631	760	4 631	760	5 391
Sénégal	2 012	785	247	84	2 259	869	3 128
Sierra Leone			11 168	2 350	11 168	2 350	13 518
Tanzanie, République-Unie de	4 434	2 152	8 291	2 104	12 725	4 256	16 981
Ouganda	8 473	3 644	3 923	1 103	12 396	4 747	17 143
Zambie	2 128	722	17 282	4 250	19 410	4 972	24 382
31 décembre 2006 DTS	64 977	23 506	185 783	45 531	250 760	69 037	319 797
							Moins les allègements d'intérêts non échus (45 531)
							Coût total cumulatif des allègements de dette au 31 décembre 2006 (en milliers de DTS) 274 266
31 décembre 2006 USD	93 062	33 497	279 393	68 474	372 455	101 970	474 425
							Moins les allègements d'intérêts non échus (68 474)
							Coût total cumulatif des allègements de dette au 31 décembre 2006 405 951
Ajustement sur la base de la juste valeur				(95 989)			
31 décembre 2006 en juste valeur			183 404				
31 décembre 2005 DTS	47 596	17 352	185 460	46 388	233 057	63 740	296 797
							Moins les allègements d'intérêts non échus (46 388)
							Coût total cumulatif des allègements de dette au 31 décembre 2005 (en milliers de DTS) 250 409
31 décembre 2005 USD	67 547	24 457	264 527	66 162	332 075	90 619	422 693
							Moins les allègements d'intérêts non échus (66 162)
							Coût total cumulatif des allègements de dette au 31 décembre 2005 (en milliers de USD) 356 531
Ajustement sur la base de la juste valeur				(94 294)			
31 décembre 2005 en juste valeur			170 233				

¹ Voir l'appendice H, note 10 b).

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1: Aperçu du Fonds et de la nature de ses opérations

Le Fonds international de développement agricole (le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies qui existe depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur, et qui a son siège à Rome (Italie). Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci a pour ressources les contributions des États membres, les contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et le produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanceurs. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

Note 2: Principales règles et méthodes comptables

Les principales règles comptables appliquées pour la préparation de ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles ont été régulièrement appliquées à tous les exercices pour lesquels des états financiers ont été présentés.

a) Principes de base

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux normes internationales d'information financière appelées normes IFRS et selon la méthode de calcul au coût historique à l'exception des prêts et de certains comptes débiteurs et engagements qui sont comptabilisés sur la base de leur juste valeur et de leur coût après amortissement selon la méthode des taux d'intérêts effectifs. Dans le bilan, certaines données ont été incorporées et n'apparaissent plus séparément parce que les montants étaient négligeables. Des informations sont données séparément dans les comptes là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur. Une certaine réorganisation des données de l'exercice précédent a été opérée pour les rendre conformes à la présentation de l'exercice considéré.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS exige que soient effectuées certaines estimations comptables essentielles. Il faut aussi que la direction exerce son jugement pour l'application des règles comptables. Les secteurs qui demandent une plus grande qualité de jugement ou une analyse plus complexe ou encore les domaines

pour lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 4.

b) Périmètre de consolidation

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- Le Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- D'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques, le Programme conjoint du Fonds belge de survie (PC-FBS) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);
- Le Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTTE;
- Le Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS).

Les principales activités du Programme conjoint du Fonds belge de survie visent essentiellement à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages dans des régions spécifiques de pays en développement, et à renforcer les capacités et l'autonomie des populations. Le PC-FBS est hébergé par le FIDA, mais son programme de travail est établi en accord avec le Gouvernement belge dans le cadre des réunions annuelles des comités directeurs.

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et largement contrôlées par ce dernier. Les données les concernant sont donc consolidées dans les états financiers du FIDA pour donner une vue plus complète et plus claire de la situation. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires pour ces fonds peuvent être établis sur demande pour les donateurs qui en ont besoin.

Entités hébergées par le FIDA Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne sont pas directement liées à ses activités principales et ne sont donc pas incluses dans les comptes du FIDA. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement "Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté") et du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

c) Conversion des monnaies et variations de change

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars des États-Unis, qui constituent la monnaie fonctionnelle et de présentation du FIDA.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération ou en fonction du taux de change applicable. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions

ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et du passif monétaires libellés en devises sont comptabilisés dans l'état des recettes et des dépenses.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans cette dernière monnaie, comme suit:

- Les actifs et le passif pour chaque bilan présenté sont convertis au taux de clôture.
- Les recettes et dépenses sont converties aux taux de change moyen.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts des fonds propres.

Le bilan du Fonds est établi en DTS (appendice A1) étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. La présentation de ce bilan a uniquement pour but de donner au lecteur des informations complémentaires sur les comptes et il se fonde sur les valeurs nominales, comme indiqué dans la note 4 b) i).

d) Fonds propres

Ils comprennent les trois éléments suivants:

- i) Contributions (fonds propres)
- ii) Réserve générale
- iii) Bénéfices non distribués

- i) Contributions (fonds propres)

a) Informations générales concernant les contributions.

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution destinée à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement comme actif et comme somme à recevoir lorsque le Membre concerné dépose son instrument de contribution. Les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur, sont ensuite évalués sur la base du coût après amortissement à l'aide de la méthode des taux d'intérêts effectifs conformément à la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003).

b) Provisions

Les principes concernant les provisions pour arriérés de contributions des États membres sont les suivants:

- i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contributions ou de tous les tirages non

honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

ii) Réserve générale

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie lorsque a été reconnue la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts, ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du produit du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

iii) Bénéfices non distribués

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent des recettes sur les dépenses, sans compter les effets des variations des taux de change. Le solde ne constitue une réserve qu'à des fins comptables et, dans le cas du FIDA, il est en fait intégralement engagé pour des prêts et des dons. D'un point de vue opérationnel, il convient de se reporter à l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice D).

e) Prêts

i) Généralités

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont Membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt entre en vigueur lorsque le FIDA a reçu de l'emprunteur un avis juridique satisfaisant et lorsque les autres conditions préalables éventuelles ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès l'entrée en vigueur du prêt.

Pour tous les prêts approuvés après le 1^{er} janvier 1979, le remboursement du principal et le paiement des intérêts doivent être effectués dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt, pour un montant équivalant à la somme due en DTS, calculé sur la base des taux appliqués par le Fonds monétaire international (FMI) aux dates correspondantes. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux dispositions de l'accord de prêt. Pour les prêts approuvés en 1978, le remboursement du principal et le paiement des intérêts doivent être effectués dans la même monnaie que la partie correspondante de la somme avancée, ou de la manière précisée dans l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêts sont les suivantes:

"a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de quarante (40) ans, différé d'amortissement de dix (10) ans compris; b) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, différé d'amortissement de cinq (5) ans compris; c) les prêts consentis aux conditions ordinaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement allant de quinze (15) ans à dix-huit (18) ans, différé d'amortissement de trois (3) ans compris; d) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts."

ii) Prêts à des États non membres

À sa vingt et unième session en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

iii) Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)

a) Historique de l'Initiative PPTE

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de partenariats avec des pays ayant des arriérés auprès du FIDA, ou susceptibles d'en avoir à l'avenir, en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE. Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt (voir l'appendice G pour plus de détails). Les montants correspondant aux obligations annuelles doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire, dans la limite des ressources disponibles.

b) Impact de l'Initiative PPTE

Une fois que le Conseil d'administration a approuvé un allègement de dette pour un pays donné, la valeur nominale de la fraction de principal incluse dans le coût estimatif de l'allègement est déduite de l'encours des prêts décaissés et dus ainsi que des

recettes, et inscrite au poste provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE. Cette provision fait l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur nominale des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important. La provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE est réduite lorsque le fonds fiduciaire fournit la contrepartie des allègements de dette (voir l'alinéa c) ci-après).

c) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Lorsque le Conseil d'administration approuve un allègement de dette, une provision est établie à sa juste valeur pour la dépréciation latente estimative sur la base de l'élément principal de l'allègement de dette consenti dans le cadre de l'Initiative PPTE. Cette provision est compensée par les sommes à recevoir du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE, dans la limite des ressources disponibles. Ces montants ne comprennent pas les allègements de dette consentis à ce jour.

iv) Comptabilisation des prêts

Les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur puis sur la base du coût après amortissement selon la méthode des taux d'intérêts effectifs. La juste valeur initiale et, par la suite, le coût après amortissement sont calculés en appliquant des taux d'actualisation aux flux de trésorerie estimatifs afférents au prêt considéré dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé. Les taux d'actualisation sont calculés en fonction de la courbe estimative future des taux d'intérêts pour l'année selon la monnaie dans laquelle le prêt est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque-crédit afférent au pays étant donné que le prêt est accordé directement aux gouvernements et est considéré par conséquent comme une "créance souveraine". Cependant, chaque prêt non remboursé est analysé et s'il apparaît objectivement que les remboursements risquent d'être affectés, il est constitué une provision pour dépréciation estimative, conformément à la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003).

v) Provision cumulée pour dépréciation

Les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de droit ou d'intérêt supplémentaire sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on peut appliquer une méthode semblable à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision sera constituée dès lors que, en l'absence d'un plan de règlement convenu, un versement dû au titre du prêt aura plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai sont considérés comme inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, la provision s'applique à l'intégralité du principal non remboursé. La date à partir de laquelle commencent

à courir les délais susmentionnés est celle du bilan. Le Fonds n'a passé par pertes et profits aucun de ses prêts.

vi) **Situation de non-comptabilisation**

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de paiements en retard de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches se poursuivent auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

f) Placements

Le portefeuille de titres du Fonds contient des titres de placement ainsi que certains titres sélectionnés qu'il entend conserver jusqu'à échéance. Le Fonds comptabilise ses titres de placement à leur juste valeur, à part ceux qu'il entend conserver jusqu'à échéance et qui sont comptabilisés au coût d'acquisition. La juste valeur est la valeur boursière à la date du bilan. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au compte des variations de change. Tous les achats et les ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction.

g) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Les comptes créditeurs nets au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie, conformément à la norme comptable applicable.

h) Contributions (non comptabilisées comme fonds propres)

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement, les contributions reçues sont inscrites comme produit dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les dons entrés en vigueur figurent donc en tant que dépenses dans l'état des recettes et des dépenses. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme produits reportés et sont diminuées, dans l'état des recettes et des dépenses, du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (plus l'intérêt produit) auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice E.

Des donateurs individuels ont apporté au FIDA des concours sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions reçues des donateurs sont

comptabilisées comme recettes et les coûts connexes sont imputés aux dépenses de personnel.

Les contributions reçues au titre du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTÉ et du Programme conjoint du Fonds belge de survie sont comptabilisées comme recettes dans l'état des recettes et des dépenses et imputées aux dépenses connexes.

i) Dons

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme dépenses à la date d'entrée en vigueur à hauteur du montant approuvé et comme passif pour les montants non décaissés à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003).

Les dons sont comptabilisés comme un poste distinct de dépenses dans l'état des recettes et des dépenses et comme passif dans le bilan en ce qui concerne les montants non décaissés lorsque l'accord est signé. Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice pendant lequel l'annulation prend effet. Comme les années précédentes, ces dons sont déduits des ressources disponibles à la date de leur approbation par l'autorité compétente.

j) Régimes applicables au personnel

i) **Obligations concernant les pensions**

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière de l'organisation vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et en conséquence il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Comme le FIDA, de même que les autres organisations participantes, n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions, il ne comptabilise rien dans son actif à cet égard, et ne

présente aucune autre information ayant trait aux prestations de retraite, comme le rendement des avoirs de la Caisse.

ii) Plan d'assurance maladie après cessation de service

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par la FAO, à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Jusqu'en 2005, la FAO engageait un actuaire sur une base bisannuelle pour déterminer le passif accumulé non financé au titre du plan et dont le FIDA supportait sa part, essentiellement sur la base du nombre de fonctionnaires concernés. En 2006, un actuaire a été engagé par les organisations participantes à la suite d'un appel d'offres conjoint pour effectuer une évaluation indépendante chaque année.

Conformément à la norme comptable applicable, le FIDA a créé un fonds fiduciaire sur lequel il vire les actifs accumulés, mesure nécessaire pour que ces actifs puissent être considérés comme des actifs de l'AMACS et, en tant que tels, puissent venir compenser les engagements estimatifs du FIDA au titre des anciens membres et des membres actuels du personnel visés par ce plan.

k) Provisions

Des provisions sont établies quand le Fonds a une obligation juridique réelle ou présumée découlant de faits passés, quand il est probable qu'un prélèvement de ressources sera nécessaire pour s'acquitter de cette obligation, et quand le montant de l'obligation se prête à une estimation fiable. Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de la cessation de service sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

l) Imposition

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

m) Comptabilisation des recettes

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes.

n) Installations et matériel

Le coût du mobilier et du matériel de bureau, y compris les logiciels et les biens d'équipement pris en location, est porté directement aux dépenses à la date d'achat. Les dépenses en question ne sont pas significatives dans le contexte de l'actif total des

comptes consolidés du FIDA et donc de la situation financière présentée. En outre, les dépenses annuelles n'ont pas d'effet significatif sur les résultats comptables des opérations. Enfin, les dépenses correspondant à l'essentiel du mobilier de bureau et à certains matériels sont remboursées au FIDA et ceux-ci sont donc de fait la propriété du Gouvernement hôte. Le FIDA tient l'inventaire du mobilier et du matériel et effectue des contrôles pour gérer correctement cet actif. Les coûts relatifs à d'autres biens d'équipement pris en location sont imputés sur les dépenses pendant la durée de location.

o) Ressources du FIDA disponibles pour engagement

Les ressources disponibles pour engagement sont constituées par les ressources en monnaies librement convertibles, telles qu'elles sont définies à la section 1 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui ont été versées par les Membres et d'autres entités ou qui proviennent ou proviendront du produit des opérations ou des remboursements de prêts effectués par les emprunteurs, dans la mesure où lesdites ressources n'ont pas déjà été engagées pour des prêts et des dons ou versées à la Réserve générale.

Les principes qui déterminent les ressources disponibles pour engagement sont les suivants:

i) Seuls les paiements effectifs reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre sont inclus dans les ressources disponibles pour engagement. La valeur des montants en espèces ou sous forme de billets à ordre dus au titre des instruments de contribution mais non payés n'est pas comptabilisée dans les ressources disponibles pour engagement.

ii) Des provisions pour arriérés de tirages sur billets à ordre ont été constituées conformément aux principes exposés dans la note 2 d) i) b).

iii) Comme indiqué dans la note 4 b), les billets à ordre et les engagements au titre des prêts (prêts entrés en vigueur mais non décaissés, prêts approuvés et signés mais non encore en vigueur et prêts non encore signés) et les dons non décaissés sont comptabilisés à leur valeur nominale dans l'état des ressources disponibles pour engagement dans la mesure où celui-ci constitue un rapport opérationnel destiné uniquement à des fins de gestion qui n'est donc pas soumis aux règles de la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003) concernant les états financiers.

iv) Le Conseil d'administration peut avoir recours au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), avec prudence et circonspection, pour compenser, d'année en année, les fluctuations des ressources disponibles pour engagement et pour constituer une réserve de ressources. Le Fonds a eu recours au PEA en 2006, comme en 2005, les ressources ordinaires ne suffisant pas à financer ses engagements au titre des prêts et des dons.

Un prêt ou un don est considéré comme engagé lorsqu'un accord formel a été signé entre le Fonds et le bénéficiaire du prêt ou du don. Les coûts encourus au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP) sont considérés comme étant engagés lorsque chaque type d'activité atteint l'étape à laquelle ils correspondent. Le Conseil d'administration du Fonds examine à chacune de ses sessions l'état des ressources disponibles pour engagement afin de s'assurer que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour financer les prêts et les dons soumis à son approbation.

Note 3: Gestion des risques financiers

De par ses activités, le FIDA est exposé à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de garde, risque de liquidité.

Ce sont principalement les divisions du FIDA chargées des finances qui gèrent les risques financiers, conformément aux règles approuvées par la direction/ou par le Conseil d'administration (auquel le Comité d'audit fait rapport).

a) Risque de marché

Le Président peut placer ou investir les fonds versés en espèces qui ne sont pas immédiatement nécessaires pour l'exécution des opérations du Fonds ou pour faire face aux frais administratifs. En plaçant les ressources du Fonds, le Président sera avant tout guidé par des considérations de sécurité et de liquidité. Dans ces limites, le Président cherchera à obtenir le rendement le plus élevé possible, sans avoir recours à la spéculation. Les risques associés au portefeuille de placements du FIDA sont pris en compte dans les dispositions des politiques de placement, qui sont appliquées par le biais de lignes directrices et comprennent dispositions de garde, notations minimales, détermination de la performance des placements et gestion de l'exposition aux risques de marché en modifiant la durée des placements.

Les risques encourus sur le marché sont minimisés par le changement de la structure des échéances du portefeuille en fonction de l'évolution des cours des titres. L'échéance de la part du portefeuille investie en valeurs à revenu fixe ne peut être supérieure à deux ans de plus que celles qui sont retenues comme référence pour les catégories respectives de valeurs à revenu fixe. Les options et les opérations à terme sont utilisées pour gérer le risque de marché plutôt qu'à des fins de transaction. Le Fonds ne procède plus à des placements en actions.

Le risque encouru sur le marché par le portefeuille de placements est contrôlé chaque trimestre moyennant l'analyse de son écart type et sa valeur à risque. Cette dernière est calculée sur trois mois avec un niveau de confiance de 95% et comparée avec l'écart type et la valeur à risque de référence.

b) Risque de crédit**i) Placements**

Les lignes directrices en matière de placements autorisent les instruments suivants: dépôts à terme auprès de banques commerciales sélectionnées, obligations émises ou garanties par des États, obligations de sociétés, obligations émises par des banques multilatérales de développement, et produits dérivés (sauf contrats à terme couverts) négociés sur des places organisées. Le choix des établissements bancaires et des émetteurs d'emprunts obligataires tient compte de la cote de crédit qui leur est attribuée par les grandes agences de notation financière.

ii) Prêts

En raison de la nature de ses emprunteurs et de ses garants, le Fonds s'attend à ce que chacun des prêts assortis d'une garantie souveraine qu'il a consentis soit un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPE. Les

prêts au titre desquels les arriérés sont dus depuis plus de 180 jours sont considérés comme en situation de non-comptabilisation.

iii) Contributions à recevoir

Étant donné que les contributions versées par les donateurs au FIDA sont garanties par les États, le Fonds s'attend à ce que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé soit finalement reçue. Les dispositions applicables aux contributions permettent de parer au risque de non-recouvrement.

c) Risque de change

La plupart des engagements du Fonds sont libellés en DTS. En conséquence, les avoirs du Fonds, portefeuille de placements et billets à ordre compris, sont gérés de manière à ce que, dans la mesure du possible, les engagements au titre des prêts et des dons non décaissés libellés en DTS aient pour contrepartie des actifs libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. De même, les montants affectés à la Réserve générale et les engagements de dons libellés en dollars des États-Unis ont pour contrepartie des actifs libellés dans la même monnaie.

Afin d'améliorer ses rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer, en les couvrant, des opérations à terme sur devises afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses actifs et ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

d) Risque de garde

Le FIDA a confié la garde de ses placements à une grande banque spécialisée dans ce domaine. Cet établissement bancaire reçoit et conserve les fonds, tient des comptes distincts pour chacune des composantes du portefeuille de placements sous gestion extérieure, et exécute les opérations de placement lancées par les gestionnaires de placement extérieures. Le FIDA suit de près les activités du dépositaire et effectue régulièrement des évaluations de son travail.

e) Estimation de la juste valeur

La juste valeur des instruments financiers négociés sur les marchés actifs (tels que les portefeuilles de placements, à l'exclusion des instruments conservés jusqu'à échéance) est fondée sur les cours cotés à la date du bilan.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (par exemple le portefeuille de prêts du FIDA et les contributions à recevoir) est déterminée à l'aide des techniques d'actualisation décrites plus haut dans la note 2 e) iv).

Note 4: Estimations et éléments d'appréciation essentiels sur le plan comptable**a) Estimations et hypothèses comptables essentielles**

Les estimations et les éléments d'appréciation, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements ultérieurs susceptibles de survenir dans les circonstances

données. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats réels. Les estimations et hypothèses qui risquent particulièrement d'entraîner un ajustement des montants comptables des actifs et du passif durant l'exercice suivant sont exposées plus loin.

i) Juste valeur et coût après amortissement des prêts, dons non décaissés et recettes reportées

On détermine la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif à l'aide des techniques d'actualisation décrites dans la note 2 e) iv).

ii) PPTE

La direction a dû avoir largement recours à son jugement pour calculer le montant estimatif des pertes imputables à l'Initiative PPTE et aux arriérés de remboursement des prêts. Les calculs reposent sur diverses hypothèses relatives principalement au taux de change entre le DTS et l'USD, à la date de l'entrée en vigueur de l'allègement de dette et, enfin, au niveau des décaissements.

b) Éléments d'appréciation essentiels pour l'application des règles comptables

i) Comptabilité sur la base de la juste valeur

Bien que le FIDA doive, conformément aux normes internationales d'information financière, appliquer la méthode de la comptabilité sur la base de la juste valeur, ces normes ne sont pas censées s'appliquer spécifiquement à des activités à but non lucratif comme celles qu'entreprend le FIDA. La direction du FIDA considère qu'il n'y a pas de marché secondaire comparable pour le type de prêts qu'il accorde, pas plus que le FIDA n'a l'intention de vendre ses prêts. En outre, la direction considère que présenter des états financiers sur la base de la valeur nominale plutôt que de la juste valeur est une méthode qui débouche sur des données plus fiables, plus pertinentes et plus compréhensibles. Cette méthode répond également aux besoins normaux d'information des usagers des comptes du FIDA, outre qu'elle facilite l'adoption des décisions opérationnelles et la planification. Les usagers des comptes trouveront par conséquent les informations dont ils ont besoin à l'appendice A1, qui contient un bilan, y compris prêts, comptes débiteurs, dons non décaissés et recettes reportées, exprimé en valeur nominale. Il a été fourni pour les prêts, les comptes débiteurs, les dons non décaissés et les recettes reportées un rapprochement entre le chiffrage sur la base de leur juste valeur et le coût après amortissement selon la méthode des taux d'intérêts effectifs et les valeurs nominales. En outre, tous les chiffres figurant à l'appendice D, état des ressources, à l'appendice E, état des contributions disponibles pour engagement (FIDA seulement), à l'appendice F, état des prêts, et à l'appendice G, récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des PPTE, continueront d'être exprimés en valeur nominale.

ii) Dépréciation des actifs financiers

Le FIDA s'inspire de la norme IAS 39 pour déterminer si un actif financier est déprécié.

Note 5: Solde des liquidités et placements

a) Ventilation des soldes

	En milliers de USD	
	2006	2005
Liquidités non soumises à restriction	197 098	249 762
Liquidités soumises à restriction (Note 5 b))	79	69
Total	197 177	249 831

Placements non soumis à restriction	2 364 039	2 384 115
Placements soumis à restriction (Note 5 b))	634	655
Total	2 364 673	2 384 770

b) Liquidités et placements soumis à restriction

Monnaies non librement convertibles: Au 31 décembre 2006, les liquidités et placements détenus par le Fonds en monnaies non librement convertibles s'élevaient respectivement à 79 000 USD (contre 69 000 USD en 2005) et à 634 000 USD (contre 655 000 USD en 2005).

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, sont soumis à restriction.

c) Composition du portefeuille de placements par instrument

Au 31 décembre 2006, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, à l'exception des avoirs soumis à restriction et en monnaies non convertibles, se chiffraient à 2 504 596 000 USD (contre 2 477 006 000 USD en 2005). Ils se décomposaient comme suit :

	En milliers de USD	
	2006	2005
Liquidités	197 098	249 762
Titres à revenu fixe	1 776 085	2 173 120
Perte/(gain) latente sur contrats à terme	(5 145)	2 303
Dépôts à terme et autres effets bancaires	592 515	208 372
Contrats à terme	586	306
Options	-	14
Total des liquidités et placements	2 561 137	2 633 877
Sommes à recevoir sur cessions de titres	22 880	87 983
Somme à payer sur achats de titres	(79 429)	(244 854)
Total	2 504 596	2 477 006

Les placements en titres à revenu fixe comprenaient, au 31 décembre 2006, 413,5 millions de USD de titres détenus jusqu'à échéance (contre 390,9 millions de USD en 2005). Pour de plus amples détails, voir la note 5 f).

d) Composition du portefeuille de placements par monnaie

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	En milliers de USD	
	2006	2005
Euro	801 693	732 032
Yen japonais	263 865	327 251
Livre sterling	236 641	219 315
Dollar des États-Unis	1 202 397	1 162 038
Autres monnaies	-	36 370
Total	2 504 596	2 477 006

e) Composition du portefeuille de placements par échéance

Au 31 décembre, la composition des liquidités et des placements par échéance était la suivante:

	En milliers de USD	
	2006	2005
Moins de 1 an	1 094 770	672 958
1 à 5 ans	1 104 639	1 182 698
5 à 10 ans	167 487	169 883
Plus de 10 ans	137 700	451 467
Total	2 504 596	2 477 006

Au 31 décembre 2006, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 40 mois (contre 81 mois en 2005).

f) Placements en titres détenus jusqu'à échéance

	En milliers de USD		
	USD	Euro	Toutes monnaies
Liquidités	426	303	729
Obligations de sociétés	50 658	69 212	119 870
Obligations d'organismes publics	121 348	41 472	162 820
Obligations d'État	20 225	58 667	78 892
Obligations d'entités supranationales	40 069	11 121	51 190
Total 2006	232 726	180 775	413 501
Total 2005	201 462	189 418	390 880

Au 31 décembre, la composition par échéance des titres détenus jusqu'à échéance était la suivante:

Échéance	En milliers de USD	
	2006	2005
Moins de 1 an	81 806	88 304
1 à 2 ans	60 806	77 104
2 à 3 ans	91 164	76 181
3 à 4 ans	96 930	76 730
4 à 5 ans	82 795	72 561
	413 501	390 880

L'échéance de tous les titres détenus pour moins d'un an est à trois mois au moins de la date d'acquisition.

Note 6: Billets à ordre et sommes à recevoir des contribuants

	En milliers de USD	
	2006	2005
Billets à ordre à encaisser		
Contributions aux reconstitutions	331 291	298 614
Contributions du FBS	27 093	24 236
Total	358 384	322 850
Ajustement sur la base de la juste valeur	(20 580)	(15 254)
Billets à ordre à encaisser, sur la base de la juste valeur	337 804	307 596

Contributions à recevoir		
Contributions aux reconstitutions	347 022	213 520
Contributions du FBS	31 299	12 958
Contributions supplémentaires	20 616	15 377
Total	398 937	241 855
Ajustement sur la base de la juste valeur	(32 279)	(11 425)
Contributions à recevoir, sur la base de la juste valeur	366 658	230 430

a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième reconstitutions des ressources

Ces contributions ont été intégralement acquittées, sous réserve de ce qui est indiqué dans la note 7 et dans le tableau ci-dessous:

Contributions non versées/encaissées au 31 décembre 2006

Donateur	Reconstitution	Montant en milliers de USD
Argentine	Cinquième	1 500
Australie ¹	Cinquième	562
Suisse ¹	Cinquième	599
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ^{1,2}	Cinquième	19 241

¹ Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particulier.

² Une partie de ce solde représente un billet à ordre non déposé au 31 décembre 2006.

b) Sixième reconstitution des ressources

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la sixième reconstitution sont données à l'appendice E.

c) Septième reconstitution des ressources

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la septième reconstitution sont données à l'appendice E. La septième reconstitution est entrée en vigueur le 22 décembre 2006.

d) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données à l'appendice E.

Note 7: Provisions

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre dont il s'agit sont déjà exigibles à la date du bilan.

Conformément aux principes énoncés à la note 2 d) i) b), le Fonds a constitué les provisions ci-après:

	En milliers de USD	
	2006	2005
Solde en début d'exercice	169 359	176 292
Variation totale	1	(6 933)
Solde en fin d'exercice	169 360	169 359
dont:		
Billets à ordre des contributeurs a)	80 898	80 898
Sommes à recevoir des contributeurs b)	88 462	88 461
Total	169 360	169 359

a) Provisions au titre des billets à ordre

Au 31 décembre 2006, les contributions à toutes les reconstitutions au FIDA jusque et y compris la sixième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100% (100% jusqu'à la cinquième reconstitution et 65% pour la sixième au 31 décembre 2005).

Aux 31 décembre 2006 et 2005, toutes les contributions au PSA (première et seconde phases) avaient été tirées en totalité.

Conformément aux principes énoncés dans la note 2 d) i) b), le Fonds a constitué au titre des billets à ordre des provisions, comme indiqué ci-dessous.

	En milliers de USD	
	2006	2005
FIDA		
i) Contributions initiales		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	13 717	13 717
	43 075	43 075
ii) Première reconstitution		
Iraq	31 099	31 099
	31 099	31 099
iii) Deuxième reconstitution		
Mauritanie	2	2
	2	2
iv) Troisième reconstitution		
République populaire démocratique de Corée	600	600
Jamahiriya arabe libyenne	6 087	6 087
Mauritanie	25	25
	6 712	6 712
Total FIDA	80 888	80 888
PSA		
première phase		
Mauritanie	10	10
Total PSA	10	10
Total général	80 898	80 898

b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contributeurs

Conformément aux principes énoncés dans la note 2 d) i) b), le Fonds a constitué des provisions au titre de certains de ces montants, comme indiqué ci-dessous.

	En milliers de USD	
	2006	2005
i) Contributions initiales		
Comores	10	9
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 177	83 176
ii) Deuxième reconstitution		
Gabon	371	371
Iraq	2 000	2 000
	2 371	2 371
iii) Troisième reconstitution		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
iv) Quatrième reconstitution		
Kenya	504	504
	504	504
Total	88 462	88 461

Note 8: Autres comptes débiteurs

	En milliers de USD	
	2006	2005
Sommes à recevoir provenant de la vente de titres	22 880	87 983
Divers	21 832	19 481
Total	44 712	107 464

Les sommes ci-dessus devraient être reçues dans un an au plus tard à compter de la date du bilan.

Note 9: Prêts**a) Provision cumulée pour dépréciation**

On trouvera ci-dessous une analyse de la provision cumulée pour dépréciation:

	En milliers de USD	
	2006	2005
Solde en début d'exercice	140 634	114 060
Augmentation nette de la provision	20 488	35 872
Réévaluation	8 040	(9 298)
Solde en fin d'exercice en valeur nominale	169 162	140 634
Ajustement sur la base de la juste valeur	(113 554)	(89 354)
	55 608	51 280

b) Situation de non-comptabilisation

Dans le cas de retard de paiements sur prêt en situation de non-comptabilisation, si ces sommes avaient été comptabilisées, le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2006 aurait été supérieur de 2 933 000 USD (contre 2 935 000 USD en 2005). Dans le cas du PSA, le chiffre correspondant est de 77 000 USD (contre 58 000 USD en 2005). Les États membres concernés sont indiqués ci-après:

i) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – FIDA

	En milliers de USD			31 décembre 2006	En retard de paiement depuis
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2006		
République centrafricaine	32 011	4 839	310	mai 2001	
Comores	1 954	101	19	mars 2005	
Cuba	12 495	12 495	490	sept. 1989	
République démocratique du Congo	22 314	4 232	253	févr. 1993	
Guinée équatoriale	1 962	35	22	avril 2005	
Guinée-Bissau	6 595	1 625	66	nov. 1995	
Libéria	15 309	11 543	437	nov. 1995	
Seychelles	123	-	-	janv. 2002	
Sierra Leone	24 014	3 309	249	mars 1998	
Îles Salomon	3 336	576	33	avril 2001	
Somalie	26 015	12 381	256	janv. 1991	
Togo	24 129	3 718	225	sept. 2000	
Zimbabwe	24 920	9 659	573	oct. 2001	
Total	195 177	64 513	2 933		

ii) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – PSA

	En milliers de USD			31 décembre 2006	En retard de paiement depuis
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2006		
Guinée-Bissau	3 078	680	30	déc. 1995	
Sierra Leone	2 207	141	22	mars 1998	
Comores	3 392	183	25	mars 2005	
Total	8 677	1 004	77		

Le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2006 comprend un montant de 247 000 USD (contre 31 000 USD en 2005) perçu au titre d'exercices antérieurs.

On trouvera à l'appendice F un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements de prêts.

c) Analyse détaillée des soldes des prêts

Les soldes indiqués ci-après sont exprimés en valeur nominale.

	En milliers de USD	
	2006	2005
FIDA – Prêts approuvés, moins annulations et ajustement pour variation de la valeur du total des prêts en DTS exprimée en USD (appendice F)		
En milliers de USD		
2006 – 8 257 916		
2005 – 7 544 030		
Prêts en vigueur	7 470 714	6 785 351
Moins: Solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 089 191)	(1 936 172)
Remboursements	(1 218 163)	(1 134 643)
Intérêts/principal à recevoir	19 197	13 827
Encours des prêts, en valeur nominale	4 182 557	3 728 363
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 141 766)	(1 061 863)
Encours des prêts, sur la base de la juste valeur	3 040 791	2 666 500

PSA – Prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation de la valeur du total des prêts en DTS, exprimée en USD (appendice F)		
En milliers de USD		
2006 – 336 384		
2005 – 321 504		
Prêts en vigueur	336 384	321 504
Moins: Solde non décaissé des prêts en vigueur	(1 568)	(3 160)
Remboursements	(52 078)	(43 855)
Intérêts/principal à recevoir	925	787
Encours des prêts, en valeur nominale	283 663	275 276
Ajustement sur la base de la juste valeur	(113 704)	(111 494)
Encours des prêts, sur la base de la juste valeur	169 959	163 782

Total – Prêt approuvés moins annulations et ajustement pour variation de la valeur du total des prêts en DTS, exprimée en USD		
En milliers de USD		
2006 – 8 594 300		
2005 – 7 865 534		
Prêts en vigueur	7 807 098	7 106 855
Moins: Solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 090 759)	(1 939 332)
Remboursements	(1 270 241)	(1 178 498)
Intérêts/principal à recevoir	20 122	14 614
Encours des prêts, en valeur nominale	4 466 220	4 003 639
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 255 470)	(1 173 357)
Encours des prêts, sur la base de la juste valeur	3 210 750	2 830 282

Note 10: Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

a) Impact de l'Initiative PPTE

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 69 700 000 USD au cours de la période 1998-2006. On trouvera à l'appendice E un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice G contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs de tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Comores,

Côte d'Ivoire, Libéria, République centrafricaine, Somalie, Soudan et Togo. Il est prévu que le FIDA reçoive du Conseil d'administration entre 2007 et 2009 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements ainsi consentis. Au moment où les états financiers de l'exercice 2006 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 200 920 000 USD (contre 179 029 000 USD en 2005).

Le produit brut des placements du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE s'est élevé à 1 085 000 USD (contre 1 430 000 USD en 2005).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

	En milliers de USD		
	2006	Variation	2005
Contributions du FIDA 1998-2006	69 670	10 000	59 670
Total des contributions de sources extérieures (appendice E)	71 524	8 596	62 928
Produit cumulé des placements	5 091	1 083	4 008
Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	228 044	17 775	210 269
Imputation sur l'état des recettes et des dépenses		37 454	
Écarts de change nets cumulés	31 622	11 966	19 656
Total (appendice G)	405 951	49 420	356 531

b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Les soldes des exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

	En milliers de USD	
	2006	2005
Solde en début d'exercice	264 527	240 112
Remboursements de principal	(25 515)	(19 459)
Variation de la provision	28 419	64 768
Variation des taux de change	11 962	(20 894)
Solde en fin d'exercice	279 393	264 527
Ajustement sur la base de la juste valeur	(95 989)	(94 294)
Équivalent sur la base de la juste valeur	183 404	170 233

Note 11: Montants à payer et passif exigible

	En milliers de USD	
	2006	2005
Sommes à payer pour achat de titres	(79 429)	(244 854)
Engagements au titre de l'AMACS	(32 922)	(27 919)
Autres sommes à payer et engagements cumulés	(56 629)	(47 065)
Total	(168 980)	(319 838)

Sur le total ci-dessus, la somme d'environ 64,8 millions de USD (contre 58,0 millions de USD

en 2005) devrait être à payer dans un an au plus tôt à compter de la date du bilan.

Note 12: Recettes reportées

	En milliers de USD	
	2006	2005
Contributions reportées	(106 841)	(67 898)
Recettes reportées	(3 692)	(3 488)
Total	(110 533)	(71 736)
Ajustement sur la base de la juste valeur	7 213	5 405
Recettes reportées sur la base de la juste valeur	(103 320)	(65 981)

Les soldes de contributions reportées représentent des contributions reçues pour lesquelles la comptabilisation du produit a été reportée à un exercice ultérieur pour imputation des coûts correspondants, conformément aux principes comptables exposés dans la note 2 h).

Les produits reportés comprennent des sommes ayant trait à des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

Note 13: Fonds propres

On trouvera ci-après une analyse des fonds propres au 31 décembre:

FIDA seulement en valeur nominale

	En milliers de USD	
	2006	2005
Fonds propres		
Contributions		
Ordinaires	5 152 116	4 788 408
Provisions	(169 360)	(169 359)
Ordinaires nettes	4 982 756	4 619 049
Spéciales	20 348	20 348
Contributions nettes totales	5 003 104	4 639 397
Réserve générale (note 2 d) ii)	95 000	95 000
Bénéfices non distribués intégralement engagés (note 2 d) iii)	1 743 494	1 524 479
Total des fonds propres	6 841 598	6 258 876

Note 14: Gains/pertes de change nets

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre des trois dernières années étaient les suivants:

Année	USD
2006	1,50387
2005	1,42633
2004	1,54979

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

	En milliers de USD	
	2006	2005
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	534 250	939 470
Variations de change pour l'année:		
Espèces et placements	81 323	(165 559)
Actions	-	(1 074)
Placements détenus jusqu'à échéance	21 142	(20 705)
Montants nets à recevoir/à payer	(2 316)	818
Encours des prêts et des dons	147 502	(216 684)
Billets à ordre et montants à recevoir des Membres	19 110	(40 641)
Contributions des États membres	(16 821)	38 625
Total des variations sur l'année	249 940	(405 220)
Solde de clôture au 31 décembre	784 190	534 250

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

Note 15: Produit des liquidités et des placements

a) Gestion du portefeuille de placements

Durant le troisième trimestre de 2006, le FIDA a adopté un certain nombre de mesures tactiques à court terme visant à mettre le portefeuille de placements à l'abri d'une évolution défavorable de la conjoncture boursière et à préserver les plus-values réalisées pour le reste de 2006. Ainsi, il a été liquidé pour 449 millions de USD de titres diversifiés à revenu fixe et d'obligations indexées sur l'inflation sous gestion externe, montant qui a été réinvesti en instruments du marché monétaire.

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à un certain nombre de gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux directives du Fonds. Au 31 décembre 2006, les fonds sous gestion externe se chiffraient à 1 393,1 millions de USD (contre 2 042,1 millions de USD en 2005), ce qui représente environ 59% (contre 82,9% en 2005) du total des liquidités et placements.

b) Instruments dérivés

Les directives du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants:

c) Contrats à terme

Les contrats à terme en cours en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	31 décembre	
	2006	2005
Nombre de contrats ouverts:		
Achat	564	547
Vente	266	438
Gains/(pertes) nets latents (en milliers de USD)	595	(544)
Échéances	67 à 442 jours	67 à 352 jours

Les instruments sur lesquels portaient les contrats à terme ouverts au 31 décembre 2006 étaient des obligations d'État et des devises.

d) Options

Le FIDA limite les opérations dans ce domaine aux options négociées sur des places organisées. Il n'émet pas de contrats d'option. Les options en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	31 décembre	
	2006	2005
Nombre de contrats ouverts:		
Achat	627	-
Vente	561	323
Valeur boursière (en milliers de USD)	-	14
Gains/(pertes) nets latents (en milliers de USD)	(7)	(141)
Échéances	78 à 353 jours	170 à 261 jours

Les instruments sur lesquels portaient les contrats d'option ouverts au 31 décembre 2006 étaient des contrats sur indices du marché monétaire.

e) Couverture de contrats à terme

Au 31 décembre 2006, les contrats à terme affichaient une perte latente de 5 145 000 USD (contre un gain de 2 303 000 USD en 2005). Leurs échéances s'échelonnaient entre 5 et 79 jours (entre 4 et 79 jours au 31 décembre 2005).

Les contrats à terme ouverts au 31 décembre 2006 avaient pour instruments des devises.

f) Produit des liquidités et des placements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 66 379 000 USD (contre 74 653 000 USD en 2005). Ce chiffre brut ne comprend pas les frais directs imputables sur le produit des placements, soit 4 134 000 USD (contre 3 513 000 USD en 2005), qui sont inclus dans les charges.

	En milliers de USD	
	2006	2005
Intérêts sur titres à revenu fixe	92 008	82 028
Dividendes d'actions	-	755
Produit/(perte) net des contrats à terme et des options	(301)	2 218
Pertes sur titres à revenu fixe	(26 895)	(9 645)
Plus-value sur les actions	-	4 496
Pertes latentes sur titres à revenu fixe	(5 463)	(11 543)
Revenu des prêts de titres et recouvrement de commissions	640	802
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	6 390	5 542
Total	66 379	74 653

Les chiffres indiqués ci-dessus comprennent le produit du portefeuille de titres détenus jusqu'à échéance, à savoir 14,4 millions de USD (contre 10,2 millions de USD en 2005).

Ces chiffres comprennent le produit des entités consolidées, à savoir:

	En milliers de USD	
	2006	2005
FIDA	61 975	71 693
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	1 106	545
Fonds fiduciaire pour l'initiative PPTÉ	1 085	1 430
PC-FBS	290	305
Autres fonds supplémentaires	3 644	1 755
À déduire: recettes reportées/reclassées	(1 721)	(1 075)
Total	66 379	74 653

Le taux annuel de rendement des liquidités et des placements consolidés en 2006 s'est établi à 2,7% brut et 2,6% net de charges (contre 3,1% brut et 2,9% net de charges en 2005). Le taux annuel de rendement des liquidités et placements du FIDA en 2006 s'est établi à 2,57% brut et 2,46% net de charges (contre 3,1% brut et 2,95% net de charges en 2005).

Note 16: Recettes provenant d'autres sources

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le Gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Une analyse figure ci-dessous:

	En milliers de USD	
	2006	2005
Commissions de service	415	332
Remboursement du Gouvernement hôte	7 794	8 613
Recettes provenant d'autres sources	1 434	847
Total	9 643	9 792

Note 17: Recettes provenant des contributions

	En milliers de USD	
	2006	2005
Fonds supplémentaires	12 425	13 541
PC-FBS	5 307	4 236
Initiative PPTÉ	8 595	2 931
Total	26 327	20 708

Note 18: Dépenses d'exploitation

Une ventilation des dépenses d'exploitation par principales sources de financement est présentée dans l'appendice B1.

Le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP) finance les dépenses pluriannuelles afférentes à la conception, à l'exécution et à la supervision des projets et programmes financés par les prêts et les dons du FIDA. Lorsqu'un engagement est pris au titre du MFDP, le coût correspondant est comptabilisé comme dépenses sous une rubrique distincte de l'état des recettes et des dépenses, et enregistré au passif du bilan pour les montants non décaissés. Les engagements au titre du MFDP sont déduits des ressources disponibles pour engagement lorsque les activités auxquelles ils correspondent deviennent

effectives, compte tenu des différentes étapes prévues pour chacune d'entre elles.

Les coûts relatifs au MFDP ainsi que d'autres sources de financement, y compris le Plan d'action, sont comptabilisés de manière différente selon la nature de la dépense à laquelle ils correspondent.

Note 19: Effectifs, pensions et assurance médicale

a) Effectifs

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de prestations offerts par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le plan d'assurance maladie après cessation de service géré par la FAO.

Le nombre de personnes figurant sur les états de paie du Fonds et des autres entités consolidées, par principale source budgétaire, au 31 décembre, s'établissait comme suit:

	Cadre organique	Services généraux	Total
Budget administratif du FIDA	174	263	437
MFDP FIDA	17	38	55
Autres sources FIDA	13	20	33
PC-FBS	1	2	3
Cadres associés	16	-	16
Fonds programmatiques	10	2	12
Total 2006	231	325	556
Total 2005	229	284	513

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas 53 agents qui, au 31 décembre 2006, avaient été recrutés sur la base de contrats temporaires rémunérés à la journée (ils étaient au nombre de 56 au 31 décembre 2005).

Comme les années précédentes, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires pour lui permettre de couvrir ses besoins opérationnels.

b) Pensions

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, établie au 31 décembre 2005, a fait apparaître un excédent actuariel s'élevant à 1,29% de la rémunération soumise à retenue pour pension. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel (actuellement payées par l'affilié et le FIDA à hauteur de 7,9% et 15,8% respectivement de la rémunération soumise à retenue pour pension) et serait coresponsable, au prorata de sa part, de tout déficit. Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2006 s'est élevé à 7 283 000 USD (contre 6 798 000 USD en 2005).

c) Plan d'assurance maladie après cessation de service

La dernière évaluation actuarielle a été effectuée au 31 décembre 2006, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 4,5%; augmentations de salaires prévues: 3,0%; augmentation des frais médicaux: 5,0%; inflation: 2,5%; et taux de change: 1 EUR = 1,22 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2006

était de l'ordre de 32,9 millions de USD. Les états financiers des exercices 2006 et 2005 comprennent une provision et les actifs suivants au 31 décembre:

	En millions de USD	
	2006	2005 ¹
Passif (correspondant à des prestations antérieures)		
Total de la provision reportée	(27,9)	(15,0)
Charges d'intérêts	(1,1)	(1,1)
Coût actuel des prestations	(1,6)	(1,6)
Reclassification/coût actuel des prestations pour les entités autres que le FIDA	(0,4)	-
Reclassification du produit de placements	-	(0,9)
Pertes actuarielles	(1,9)	(9,3)
Provision reportée	(32,9)	(27,9)
Actifs du plan		
Total des actifs reportés	27,9	15,0
Intérêts sur soldes	1,1	0,5
Cotisations	3,0	2,8
Pertes actuarielles	0,9	9,6
Total des actifs au 31 décembre	32,9	27,9

¹ Une reclassification a été faite pour respecter la présentation pour l'exercice en cours.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2006, ce coût, inclus dans les salaires et prestations du personnel, a été de 3,0 millions de USD (contre 2,9 millions de USD – montant recalculé en 2005).

Note 20: Frais financiers directs (banques et placements)

	En milliers de USD	
	2006	2005
Frais de gestion des placements	(3 098)	(3 890)
Autres charges (valeur nette)	(540)	(765)
Recouvrement d'impôts	12	1 548
Total	(3 626)	(3 107)

En 2005, le FIDA a obtenu le remboursement des retenues d'impôts sur les revenus des placements d'exercices antérieurs. Pour plus de détails, voir la note 23 b).

Note 21: Ajustement sur la base de la juste valeur

On trouvera ci-après une analyse de la variation sur la base de la juste valeur:

	En milliers de USD	
	2006	2005
Encours de prêts	(19 326)	42 985
Provision cumulée pour dépréciation de prêts	19 342	17 231
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(3 430)	12 110
Encours de prêts (valeur nette)	(3 414)	72 326
Billets à ordre de contribuants	(4 309)	(1 470)
Contributions à recevoir	(19 174)	(913)
Contributions	22 572	2 682
Dons non décaissés	(1 867)	(805)
Recettes reportées	911	(299)
Total	(5 281)	71 521

Note 22: Dons

Parmi les dons figure le financement annuel de deux entités hébergées par le FIDA, la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Mécanisme mondial:

	En milliers de USD		
	Total cumulé	2006	2005
Coalition internationale	8 915	1 700	638
Mécanisme mondial	7 550	1 250	-
Total	16 465	2 950	638

Note 23: Imprévus

a) Éléments de passif conditionnels

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le Fonds monétaire international en faveur de 11 pays. Voir la note 10 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de la dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice G.

b) Éléments d'actif conditionnels

En 2005, le FIDA a reçu du Gouvernement italien 1,2 million d'euros (soit l'équivalent de 1,5 million de USD) au titre du remboursement de prélèvements fiscaux déduits du produit des placements au cours des exercices antérieurs. Faute de certitude sur leur montant exact et sur l'année de leur remboursement, les sommes correspondantes avaient été intégralement inscrites dans les comptes des exercices précédents comme éléments d'actif conditionnels. Ce montant, aujourd'hui intégralement remboursé, est comptabilisé sous la rubrique des frais financiers directs (banques et placements) (voir note 20).

Note 24: Date d'autorisation de la publication des états financiers

Les états financiers pourront être publiés après recommandation par le Comité d'audit à sa réunion de mars 2007 et approbation par le Conseil d'administration à sa session d'avril 2007. Les états financiers de l'exercice 2006 seront soumis pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa session de février 2008. Les états financiers de l'exercice 2005 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa trentième session, en février 2007.

Fonds international de développement agricole
Rome

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés (appendices A à H ci-joints) du Fonds international de développement agricole (le Fonds) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction du Fonds. Notre responsabilité est d'émettre une opinion à leur sujet sur la base de notre vérification.

Notre vérification a été conduite selon les normes internationales de vérification comptable. Ces normes nous imposent de planifier et d'exécuter la vérification de manière à pouvoir raisonnablement assurer que les états financiers sont exempts d'inexactitudes matérielles. La vérification comprend l'examen, par sondage, des pièces justificatives des montants indiqués et des informations fournies dans les états financiers. Elle comprend aussi une évaluation des principes comptables appliqués et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers. Nous pensons que notre vérification nous permet de formuler une opinion avec un degré raisonnable de certitude.

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2006, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en accord avec les normes internationales d'information financière.

Rome, le 28 février 2007
PricewaterhouseCoopers Spa

Oliver Galea
(partenaire)

The International Fund for Agricultural Development
Rome

We have audited the accompanying consolidated Financial Statements (Appendices A through H) of the International Fund for Agricultural Development (the Fund) as at and for the year ended 31 December 2006. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the consolidated financial position of the International Fund for Agricultural Development as at 31 December 2006, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Rome, 28 February 2007

PricewaterhouseCoopers SpA

Oliver Galea
(Partner)